

JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.

Tout ce qui concerne l'administration du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) personnel, maison Duxaux, n° 15. Toute communication destinée à l'insertion doit être accompagnée de l'adresse de l'éditeur. Les lettres non accompagnées de l'adresse de l'éditeur ne sont pas lues. Les abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres de la somme de 5 kopecks pour la poste. Les lettres de l'étranger doivent être accompagnées de la somme de 10 kopecks pour la poste. Les lettres de l'étranger doivent être accompagnées de la somme de 10 kopecks pour la poste. Les lettres de l'étranger doivent être accompagnées de la somme de 10 kopecks pour la poste.

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du

Journal, lib. de la Cour Impériale, pont de Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) personnel, 15, à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; R. LACHMANN, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiev; R. ULMAN et C. bureau de commissions à Ekaterinodar; R. P. BOUTKIN, libraire à Jitomir, et G. BARENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ RUSSE, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C. 1, Cecil street, Strand, W.C.; à Berlin, RUD. MOSE, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HANSEN et VOLGER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (Saint-Petersbourg) : 2 r. 50 k. par an. Etranger (Union postale) : 3 r. 50 k. par an. Belgique, Suisse, Hollande, Italie : 2 r. 50 k. par an. France, Danemark, Angleterre et Roumanie : 3 r. 50 k. par an. Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte : 3 r. 50 k. par an. Etats-Unis d'Amérique : 3 r. 50 k. par an.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} JANVIER. Les abonnements datent du 1^{er} du mois; leur durée ne doit jamais dépasser 12 mois. Les abonnements pour St-Petersbourg : au bureau spécial de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) personnel, 15. Les abonnements pour l'intérieur : adresser les lettres et le paiement au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) personnel, 15 et à Moscou, chez GAUTIER, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les paiements de l'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 kopecks, et au-dessous.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 5 mars.

Nouvelles de la Cour.

Lundi, 5 mars, Rustem-Pacha, ambassadeur de S. M. I. le sultan, a été reçu en audience de congé par S. M. l'Empereur, et a eu l'honneur de remettre à Sa Majesté ses lettres de rappel.

Banque de l'Etat.

BILAN DES SUCURSALES DE LA BANQUE DE L'ETAT AU 1^{er} JANVIER 1873.

ACTIF.

En caisse. 18,769,400
Effets et autres valeurs à terme, escomptés. 51,955,000
Marchandises. 2,208,100
Avances : fonds publics. 10,666,900
actions et obligations. 386,400
Compte courant avec la Banque. 53,473,900
Valeurs publiques appartenant à la Banque. 118,100

Effets en souffrance.

Obligations en souffrance. 51,955,000
Intérêts payés aux déposants. 131,800
Arrangements des coupons. 95,000
Arrangements des billets sortis au tirage. 9,100
Dépenses. 71,700
Dépôts en (or et argent). 67,200
garde. (fonds publics). 95,281,400
Bilan. 233,570,900

PASSIF.

Capital. 9,800,000
Dépôts à 2%. 508,100
Dépôts d'après les règlements de la

Banque : sans terme.

à terme. 42,696,200
Billets à ordre. 18,183,700
Comptes courants à intérêts. 35,384,400
Comptes courants. 17,255,500
Sommes diverses portées sur le compte transitoire. 569,800
Intérêts perçus sur les opérations. 383,100
Sommes restées sur les créances passées par le compte des pertes. 91,500
Divers. 2,500
Dépôts en (or et argent). 67,200
garde. (fonds publics). 95,281,400
Bilan. 233,570,900

Résultats comparatifs du bilan des succursales de la Banque de l'Etat au 1^{er} janvier 1873 (sans la Sibérie).

(Les nombres sont exprimés en milliers de roubles.)

MOIS.	CAISSE.	Escompte d'effets de commerce.	AVANCES SUR			Effets en souffrance.	Compte courant avec la Banque. Débet.	Intérêts sur les opérations.	DÉPÔTS A INTÉRÊTS		
			fonds publics.	actions et obligations.	marchandises.				des anciens établissements de crédit.	d'après les règlements de la Banque.	Comptes courants à intérêts.
Janvier 1872	17,484,8	53,453,4	12,699,7	6,135,1	2,277,4	40,4	44,678,9	610,7	688,8	64,287,7	22,004,7
Février.	15,492,5	53,521,0	12,766,0	6,315,3	2,439,6	68,7	55,987,7	1,126,7	684,8	64,217,8	25,407,7
Mars	18,676,6	54,399,9	12,731,4	6,337,5	2,621,9	108,0	52,587,0	1,339,6	695,8	64,162,2	26,011,7
Avril	21,597,0	54,362,7	11,759,3	6,382,2	2,791,1	131,5	53,844,1	1,702,1	673,4	64,537,4	31,817,7
Mai	19,138,5	54,369,9	11,043,2	6,359,9	2,946,7	186,5	56,063,4	1,909,5	667,1	64,249,0	30,101,4
Juin.	18,547,3	57,326,0	11,011,3	6,405,0	2,936,2	196,5	56,834,2	2,145,2	616,3	64,577,6	30,075,6
Juillet.	17,791,5	58,738,0	10,824,6	6,355,1	3,153,1	179,6	53,844,2	2,454,1	580,6	62,257,5	26,903,7
Août	19,285,0	59,822,5	11,390,7	6,346,6	2,742,3	210,8	55,338,2	2,673,0	573,7	62,069,6	27,829,5
Septembre.	20,512,4	61,100,9	11,318,8	6,333,3	2,747,6	252,1	57,138,5	3,133,6	561,9	62,307,2	29,307,2
Octobre	14,541,1	64,905,3	11,918,0	6,325,5	2,099,1	292,5	62,134,9	4,427,3	551,7	61,700,0	29,996,5
Novembre.	19,176,4	63,064,2	11,780,1	6,567,8	2,130,9	337,0	63,160,6	3,628,1	519,0	61,628,1	31,239,9
Décembre 1872	18,697,1	55,055,2	10,923,4	6,582,6	2,159,9	370,5	62,703,6	>	>	61,765,8	30,372,3
Janvier 1873	18,769,4	51,955,0	10,666,9	6,586,4	2,208,1	61,8	53,473,9	383,1	503,1	61,889,9	35,384,4
Augmentation.	72,3	>	>	3,8	>	51,8	>	383,1	>	124,1	>
Diminution.	>	3,550,2	266,5	>	18,2	>	770,3	>	15,9	>	3,987,9

PARTIE NON OFFICIELLE.

S. Exc. l'aide de camp général Potapov, gouverneur général des provinces du Nord-Ouest, est arrivé hier à St-Petersbourg, par le train du soir.

Le ministre des affaires étrangères reçoit constamment, dit la Voix, de la part de notre ambassadeur à Constantinople ainsi que de celle des consuls des Etats sous la dépendance de la Sublime-Porte, des communications au sujet d'un grand accroissement du nombre des personnes qui réclament la protection du gouvernement russe dans les provinces turques. Ce fait a pour conséquence une complication des malentendus et des procès qui surgissent avec les autorités locales, attendu que les personnes qui acquiescent l'indignité russe ne s'en servent souvent que comme d'un subterfuge pour se soustraire aux poursuites des lois turques. On assure, dit la Voix, que le ministre se propose de demander pour notre ambassadeur à Constantinople le pouvoir d'exclure de l'indignité russe les anciens sujets turcs qui n'ont pas rempli les prescriptions de nos lois pour recevoir la naturalisation russe et de leur reprendre leurs passeports, après constatation régulière. Notre ambassadeur aurait en outre la faculté de demander d'exclure de la nationalité russe ceux des anciens sujets turcs que leur conduite répréhensible rend indignes de la protection du gouvernement russe, lors même que ces individus auraient satisfait aux prescriptions de la naturalisation.

Le comité des ministres serait saisi, dit la Gazette de Moscou, d'une proposition du ministre de l'intérieur demandant l'augmentation de la somme jusqu'ici ordonnée en faveur de la commission des logements militaires à Mohilev.

Ces jours derniers, dit le même journal, aurait été approuvé le nouveau règlement des colonies d'invalides organisées à Nicolaïev et à Sébastopol. Ce règlement avait été élaboré comme complément aux statuts approuvés par S. M. l'Empereur le 21 décembre 1870 au sujet des asiles des invalides de la marine.

Les colonies installées sur des terres appartenant au ministère de la marine se composent de maisons séparées. Il y en a actuellement 11 près de Nicolaïev et 7 près de Sébastopol, et elles sont destinées aux invalides de la flotte de la mer Noire qui se sont fait remarquer par des actes de courage ou d'abnégation, qui ont fait de longs voyages ou encore qui ont été blessés pendant la navigation. Les femmes et les enfants des invalides sont également reçus dans ces colonies.

La Gazette de Moscou dit avoir appris que ces jours derniers le comité des ministres a examiné les statuts de la Société du chemin de fer d'Odesa. Les statuts auraient été reconnus satisfaisants et seront approuvés prochainement. Aussitôt après cette approbation, on procédera, dit-on, au paiement des dividendes pour l'année écoulée.

Le zemstvo de Novgorod a soumis à l'autorité compétente une demande tendant à obtenir que les chemins de fer traversant le district de Novgorod soient soumis au paiement des taxes provinciales perçues par le zemstvo.

A en croire des bruits rapportés par le Monde russe, la proposition du ministre de l'intérieur concernant l'introduction à St-Petersbourg des prescriptions approuvées par S. M. l'Empereur le 17 juillet 1871 au sujet de l'organisation urbaine de St-Petersbourg sera débattue prochainement au conseil de l'Empire.

Le même journal a appris que le colonel Nyrdot a reçu l'autorisation de faire les études d'un chemin de fer de Nijni à Syzran.

An dire de la même feuille une Société par actions serait sur le point de se former avec un capital de 2 millions de roubles, divisé en 20 mille actions de 100 r. chacune, pour l'exploitation d'une fabrique de papier, d'une autre fabrique préparant la pâte à papier de bois, d'une verrerie et d'une briqueterie se trouvant dans la propriété du bourgeois notable Pohn, située dans le gouvernement de St-Petersbourg, district de Peterhof, village de Gotsbouy. On nomme comme fondateurs de cette Société MM. Vargounine, les barons Alexandre et Boris Viatkine, le bourgeois notable Pohn et l'architecte Fontana.

— Les Nouvelles prétendent que les travaux de construction du chemin de fer de Novgorod à Vitebsk sont commencés à la fin d'avril et qu'on espérait ouvrir la section jusqu'à la Starara-Roussa l'été prochain.

— L'Invalide russe dit que le 7 mars auront lieu à la cour militaire suprême les débats au sujet du pourvoi en cassation du jugement du tribunal militaire de l'arrondissement de St-Petersbourg, rendu dans l'affaire du capitaine en second Kvitnitsky, — pourvoi présenté, comme on sait, par le commandant de la brigade d'artillerie montée de la garde, général Goubsky, et par le colonel Kheibnik, les capitaines en second Schatov 2^e et Köchli, les lieutenants Stcherbinsky et Popov.

— On écrit à la Gazette de Moscou que, par suite d'un congé de 6 mois accordé au général Goubsky, commandant de la brigade de l'artillerie montée de la garde, c'est le colonel Brewern, commandant de la 3^e batterie de la même brigade, qui a été désigné, par intérim, au commandement de la brigade.

— La Gazette de police donne des renseignements statistiques sur les accidents et crimes qui ont lieu à St-Petersbourg durant le mois de janvier dernier.

Il y a eu 1 assassinat avec vol commis sur la personne du moine Hilaire, de la laur d'Alexandre Nevsky, par un paysan; 2 tentatives d'assassinat; 6 suicides, dont trois au moyen d'armes à feu et trois au moyen de la pendaison; 5 tentatives de suicide; 29 cas de mort subite, dont un de vieillesse, 5 causés par des défauts organiques; 4 occasions de suicide par usage démesuré de boissons et le reste pour causes inconnues; 9 cas de blessures faites avec préméditation ou pendant des rixes et altercations; 49 cas de blessures faites par inadvertance; 11 cas de morsure d'animal; 8 morsures de chiens, 1 de chat et 2 de chevaux; 7 cas d'accidents sur la glace; 3 cas de pillage; 84 vols, dont 12 avec effraction.

Les pertes et dommages occasionnés par ces vols ont été subis par 65 personnes et s'élevaient à la somme totale de 19,194 roubles. Dans 39 cas les voleurs ont été arrêtés et le produit des vols retrouvé en totalité ou en partie dans 23 cas; le résultat des investigations de tous les autres cas est encore inconnu.

Le plus grand nombre de vols a été commis dans les quartiers : de Spassk (19), de Liternaïa (11), de Moscou (11), du Vieux-Petersbourg (10); le plus petit nombre dans ceux de Kolomna (4) et de Narva (2). Le plus grand vol est celui de 9,000 r. commis dans un magasin de vêtements. En outre il y a eu 4 cas de vol de chevaux; 2 cas d'enfants trouvés, 32 cas d'incendies.

— La même feuille publie de très intéressantes données statistiques sur les suicides qui ont eu lieu à St-Petersbourg pendant la période triennale de 1870 à 1872. Ces données démontrent que les suicides augmentent d'année en année. Ainsi, il y en a eu 124 en 1870, 150 en 1871 et 167 en 1872. La mort n'a pas été le résultat de tous ces cas : un secours opportun en a fait manquer un assez grand nombre, les ramenant ainsi au caractère de simples tentatives. Il y a eu 42 tentatives de suicide en 1870, 56 en 1871 et 58 en 1872. La proportion entre les hommes et les femmes qui ont tenté à leur vie est représentée par les chiffres suivants : en 1870 : 91 hommes et 33 femmes; en 1871 : 131 hommes et 19 femmes; en 1872 : 143 hommes et 24 femmes. Les chiffres cités confirment des études faites antérieurement et qui ont démontré que le nombre des suicides de femmes est bien inférieur à celui des hommes, et prouvent en outre qu'à mesure que les derniers augmentent, les premiers diminuent. La plus forte proportion des cas de suicide est pour l'âge compris entre 20 et 50 ans, ensuite vient l'âge de 10 à 20 et enfin celui de 50 à 68. Les enfants au-dessous de 10 ans et les personnes âgées de plus de 68 ans n'ont pas présenté de cas de suicide.

Quant aux classes parmi lesquelles se subdivisent tous ces cas durant l'époque indiquée, la proportion en est la suivante : en premier lieu, ce sont les paysans (147 cas), ensuite les militaires (84), puis les bourgeois (57) et enfin les fonctionnaires publics (44). La proportion la plus faible des suicides est pour les marchands et le clergé. Le nombre des cas survenus parmi les paysans et les bourgeois, pris ensemble pour toute l'époque en question, représentent la moitié des suicides survenus.

Ces données ne démontrent-elles pas jusqu'à un certain point un rapport entre l'indigence et le suicide ? Il serait difficile de contester, en effet, que les classes les plus exposées aux privations sont celles des paysans et des bourgeois. Sur 147 paysans qui ont tenté à leur vie, 46 seulement avaient des moyens d'existence ou un métier. La même considération se rapporte aux bourgeois : sur 57 bourgeois, 14 seulement avaient un état et des moyens d'existence déterminés. Dans toutes les autres classes où le suicide a eu lieu, les individus étaient tous plus ou moins assurés matériellement. Ici les causes principales de suicides ont été des efforts de travail intellectuel, des secousses morales ou bien des souffrances physiques ou morales. Les plus fréquemment les paysans et les bourgeois, pour se suicider, se noyaient, se pendaient ou se coupaient la gorge, — rarement dans leur demeure. Dans la classe des marchands, les femmes, pour la plupart, se pendaient, tandis que les hommes se coupaient la gorge et que les enfants se pendaient.

Dans toutes les autres classes on se brulait la cervelle et c'est dans la classe des militaires que cette forme de suicide se rencontre le plus fréquemment; elle monte presque au total du chiffre de ce mode de suicide parmi toutes les autres classes. Les plus bizarres des suicides ont été les trois suivants : dans le premier cas, un fonctionnaire public s'est tué, en état d'ivresse, en frappant de la tête contre un appui de fenêtre; dans le second, un paysan, ivre aussi, s'est tué en se frappant la tête avec un martinet; dans le troisième, enfin, un paysan, également pris de boisson, a essayé d'abord de se couper la gorge avec un canif, et s'est tué ensuite en se frappant la tête avec une bouteille.

— Le mouvement du port de Réval montre un accroissement très-considérable de l'activité commerciale pendant ces dernières années.

D'après les comptes-rendus il est arrivé de l'étranger : En 1868 — 92 navires dont 27 bateaux à vapeur. 1869 — 98 31 1870 — 166 38 1871 — 239 117 1872 — 301 174

Il en résulte que, durant cette période de cinq ans, le nombre des bâtiments arrivés au port de Réval a été plus que triplé.

Pendant ces cinq années il est arrivé au port de Réval, en fait de marchandises étrangères : En 1868 pour 1,247,751 r. 79 c. 1869 1,548,078 96 1870 3,944,542 62 1871 9,916,794 40 1872 32,608,422 50

Le commerce d'exportation de ce port présente pour la même période les chiffres suivants : En 1868 on a exporté pour 313,360 r. 02 c. 1869 242,762 83 1870 856,557 92 1871 2,863,358 30 1872 2,857,740 40

La recette de la douane de Réval a été : En 1868 de 228,230 r. 52 c. 1869 242,762 83 1870 312,272 46 1871 804,163 30 1872 1,245,306 08

La recette de la douane a par conséquent plus que quintuplé. (Messager officiel.)

— Le 6 mars à midi aura lieu à Moscou l'essai du nouveau pont de la Yauza, qui, après l'inauguration, sera ouvert à la circulation. (Gazette de Moscou.)

— La Société de navigation Samolet s'est entendue avec le ministère de la guerre au sujet des transports militaires à bord de ses bateaux à vapeur, sur la rivière Bélaïa, en se soumettant au règlement sanctionné sur le transport des troupes par eau. (Idem.)

— Les Leipzig Nachrichten donnent encore quelques détails sur l'examen — déjà signalé — de M. Evreinov, de St-Petersbourg, à la faculté de droit de l'université de Leipzig. M. Evreinov, dit cette feuille, a subi l'examen rigorosum de docteur en droit, avec la note cum laude (avec éloge), à la date du 21 février. Le sujet choisi par M. Evreinov pour sa thèse écrite était : « Les devoirs des neutres à l'égard des belligérants. »

— Le 4 mars a eu lieu la 7^e course de chevaux sur la Néva. Les quatre prix suivants,

offerts par la Société des courses de trotteurs de St-Petersbourg, ont été courus : I. Prix de la Société institué en mémoire de feu P. A. Doubovitsky, vice-président de la Société, pour étalons et juments de 5 à 7 ans inclusivement, 700 r. dont 400 r. pour le cheval arrivé premier, ainsi que 170 r. 90 c. de la souscription; le cheval arrivé second reçoit un objet d'art de 50 r. et 170 r. 90 c. de la souscription. Le propriétaire du haras dans lequel est né le vainqueur reçoit un bocal en argent avec l'écusson de P. A. Doubovitsky. La course et la contre-épreuve sont de 3 verstes. Grosse jument noire (par Prigoyi et Khvalina) à M. Miller est arrivée première, en 5 m. 27 s. pour la course et en 5 m. 37 s. pour la contre-épreuve. Krivoy étalon noir (par Krivodouchnik et Pasmounia) à M. Stakhovitch est arrivé second, Volokita (par Volokita et Zanova) au prince Obolensky a été retiré.

II. Prix pour chevaux de ville n'ayant jamais pris part aux courses; le cheval arrivé premier reçoit un objet d'art de 100 r., le second un objet de la valeur de 50 c. Course et contre-épreuve 3 verstes. Idéal, étalon bai (par Nébozhitsky, Molodets 2 et Tumannia) au prince Scherbatov est arrivé premier en 6 m. 17 s. Koldonne, étalon gris (par Ouborny et Vorozha) à M. Narichkine est arrivé second en 6 m. 22 s.

III. Prix pour attelages à deux chevaux de timon n'ayant jamais pris part aux courses. La première paire reçoit un objet d'art de 100 r., la seconde un objet de 50 r. Course 4 verstes, contre-épreuve 2 verstes. Bésimianka et Soravanka à M. Brandt ont obtenu le premier prix en fournissant la course en 5 m. 51 s. et la contre-épreuve en 4 m. 28 s.; Gordy et Oudaloy à M. Kébirbajdy ont reçu le second prix.

IV. Prix pour les trois-las; 1^{er} prix 75 r. 2^e prix 25 r. Course 5 verstes, contre-épreuve 2 verstes. La troika de M. Dmitriev est arrivée première en exécutant en 8 m. 56 s. la course et 3 m. 18 s. la contre-épreuve. La troika de M. Pavlov a reçu le second prix.

Dimanche prochain 11 mars auront lieu les dernières courses de chevaux sur la Néva.

NÉCROLOGIE. — La nuit du 23 février est décédé, dans son bien de Korsoun, le prince Paul Lapoukhine, lieutenant-général en retraite, le plus ancien en âge et comme grade dans l'armée russe. Il était fils du prince Pierre Vassilievitch Lapoukhine (né en 1753, décédé en 1827) procureur général sous le règne de l'Empereur Paul I^{er}, et président du conseil de l'Empire et du comité des ministres sous le règne d'Alexandre I^{er}. Son influence était grande auprès de l'Empereur Paul, qui l'avait élevé au rang de prince, lui a donné le titre de sérénissime, le majorat de Korsoun et le droit de se servir, pour sa livrée, des couleurs de la livrée de la cour. Sa fille, Anna Gagarine, sœur du prince qui vient de mourir, avait aussi une grande influence à la cour de l'Empereur Paul. S. M. l'Empereur actuel a consenti à ce que le nom, le titre et le majorat de Korsoun passent au parent du prince, le colonel Nicolas Dmitriev, attaché au gouverneur général de Kiev. (Kievskine.)

Nous continuons à communiquer, d'après le Monde russe, des données sur le projet de la réforme militaire.

Outre les « décrets corporels » et la « situation de famille », les intéressés peuvent encore faire valoir les motifs suivants pour être temporairement exemptés du service :

III. Conditions de fortune. Il est permis, en fait d'arranger des affaires de fortune, de remettre, mais pour une année au plus, l'entrée au service de ceux qui possèdent en commun des biens immeubles, ou des établissements de commerce exploités sur patente de guildé ou d'industrie, ou qui ont la jouissance de ces biens et de ces établissements.

Ces délais ne sont pas comptés dans l'ensemble de la durée du service.

IV. Education. Les élèves des établissements d'éducation sont appelés à faire le service militaire des qu'ils ont atteint une limite d'âge fixe, qui est la même que pour les autres individus; mais, sur leur désir, l'entrée au service en tirant au sort est remise jusqu'à la fin de leurs études :

1^{er} Jusqu'à l'accomplissement de vingt-deux ans révolus : ceux qui font leurs études dans des établissements d'éducation secondaire et les élèves de l'Académie impériale des beaux-

arts, de l'école de peinture, de sculpture et d'architecture de Moscou et des conservatoires de St-Petersbourg et de Moscou de la Société musicale russe.

2^e Jusqu'à l'accomplissement de vingt-quatre ans révolus : les élèves des séminaires orthodoxes et catholiques-romains, ainsi que les élèves de toutes les écoles de navigation.

3^e Jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans révolus : les élèves de l'école de peinture, de sculpture et d'architecture de Moscou qui ont reçu une médaille d'argent avant d'avoir atteint l'âge de 22 ans et qui continuent leurs études artistiques au conservatoire.

4^e Jusqu'à l'âge de vingt-sept ans révolus : les élèves des établissements d'éducation de la première classe, choisis par le département de l'instruction publique pour se préparer au professorat et recevant des bourses dans ce but, après avoir terminé leur cours universitaire, et les élèves de l'Académie impériale des beaux-arts qui ont reçu une médaille d'argent avant d'avoir atteint l'âge de 22 ans, et qui continuent leurs études artistiques à l'Académie.

Observation. Tous les élèves des établissements susmentionnés ont le droit de déclarer, cinq mois avant leur appel au tirage au sort, qu'ils ont le désir de remplir le service militaire en qualité de volontaires. Les individus qui font cette déclaration sont libérés du tirage au sort et profitent du bénéfice du délai susmentionné pour terminer leurs études.

On fixe des termes de service réduits pour les jeunes gens qui ont atteint le degré d'éducation qui suit et qui font leur service à la suite du tirage au sort. Les voici :

a. Les jeunes gens ayant terminé leur cours à l'université ou dans d'autres établissements d'instruction supérieure, ou ayant passé un examen leur donnant les mêmes droits, ainsi que ceux qui ont reçu de l'Académie impériale des beaux-arts le diplôme d'artiste de 1^{re} ou de 2^e classe ou un diplôme des conservatoires de St-Petersbourg et de Moscou, — restent six mois au service actif et font partie de la réserve jusqu'à l'âge de 38 ans.

b. Les jeunes gens qui ont terminé leurs études dans les gymnases ou dans les autres établissements d'instruction secondaire, ou qui ont passé un examen leur donnant les mêmes droits, ainsi que ceux qui ont terminé leurs études à l'Académie impériale des beaux-arts ou à l'Académie de peinture, de sculpture et d'architecture de Moscou, avec le diplôme d'artiste de 3^e classe ou d'artiste non classé, et ceux qui ont terminé leurs études aux conservatoires de St-Petersbourg et de Moscou, avec le droit de recevoir un attestat, restent au service actif pendant un an et demi, à la condition expresse de prendre part aux rassemblements de troupes qui ont lieu tous les deux ans, et font partie de la réserve jusqu'à l'âge de 38 ans.

c. Les jeunes gens qui ont terminé leurs études dans les gymnases ou ont passé un examen équivalent; ceux qui les ont terminés dans les écoles de district ou dans des établissements d'éducation de la troisième classe restent trois ans au service actif et douze dans la réserve.

d. Les jeunes gens qui possèdent un certificat des écoles primaires populaires, dont le programme d'études a été fixé par les statuts du 14 juillet 1864 ou des autres établissements d'éducation de la quatrième classe, restent, pour toute l'armée (excepté pour les troupes énumérées au § b) au service actif pendant quatre ans et douze dans la réserve et, s'ils sont désignés pour faire partie des troupes cantonnées dans l'arrondissement militaire du Turkestan et dans les provinces de Sémipalatinsk, du Transbaïkal, de Yakoutsk, de l'Amour, et de la province Maritime ou encore pour faire partie de la flotte, restent six ans au service actif et trois dans la réserve de l'armée ou de la flotte.

1^{re} observation. Les sujets russes de race étrangère qui veulent profiter des termes réduits de service sont tenus, outre la connaissance des programmes des établissements d'éducation, de savoir lire couramment et écrire lisiblement le russe.

2^e observation. Les certificats des établissements de la quatrième classe à la suite d'examen sont les règlements ont été fixés par le ministère de l'instruction publique, après entente avec le ministère de la guerre, sont délivrés par les conseils des écoles de district, ou, à défaut, par les conseils pédagogiques des écoles de district.

Les individus qui sont tenus de remplir le service militaire en tirant au sort après avoir terminé leur cours dans les établissements d'éducation de la première et de la seconde classe ne sont désign

traité de commerce anglo-français s'est définitivement constituée et a choisi son bureau. Ainsi que nous l'avons constaté ici même, la majorité de cette réunion est hostile au traité et les membres qui la composent l'ont hautement déclaré dès les premières paroles qu'ils ont prononcées à ce sujet. Mais nous persistons à croire que M. Thiers pourra avoir raison de ces résistances; du reste, tel serait aussi son avis personnel, si les paroles qu'on lui attribue sont authentiques: «Je ne suis pas inquiet du résultat de la discussion sur le traité de commerce, car je battrais la commission.» — aurait dit le président de la république.

On fait aussi courir le bruit que les négociations entamées à Rome par la France, en vue de la conclusion d'un nouveau traité de commerce avec l'Italie, se seraient heurtées à un obstacle imprévu et difficile à surmonter. Les représentants de plusieurs maisons de commerce italiennes auraient fait valoir auprès des membres du parti conservateur la péninsule qu'ils ont pris des arrangements et conclu un grand nombre d'engagements sur la base du traité existant, et que le ministère italien, en consentant à sa révocation, pourrait s'exposer à des demandes d'indemnités.

Jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas encore si la crise ministérielle à Londres a abouti à une solution quelconque. Le refus de M. Disraeli de former un cabinet n'aurait pas trop surpris nos lecteurs; nous avions présumé dès jeudi dernier que le parti conservateur hésiterait devant la nécessité de recourir à des élections générales. Nous nous bornerons donc pour aujourd'hui à constater, — autant qu'on peut en juger par les articles de la presse anglaise qui ont paru immédiatement après le rejet du bill de réforme de l'université d'Irlande, — que ce résultat n'a étonné personne en Angleterre, et que l'on doutait, dès le premier jour de la crise, du consentement de M. Disraeli à se remettre à la tête des affaires.

A part cette question, les journaux de Londres se préoccupent beaucoup depuis quelque temps du refus opposé par le sultan de Zanzibar à la demande de sir Bartle Frère relative à la suppression de la traite des noirs. Le *Daily Telegraph* soutient que ce résultat doit être atteint coûte que coûte, et, dans cet ordre d'idées, il se demande si la Grande-Bretagne ne sera pas bientôt obligée de faire une nouvelle expédition d'Abyssinie. Heureusement, ajoute-t-il, que le sultan de Zanzibar est un adversaire moins difficile à mettre à la raison que ne l'était Théodoros. A son avis, quelques canonnières suffiraient pour l'intimider et pour empêcher la continuation du trafic qui alimente le budget du sultan. L'indépendance du sultan de Zanzibar est complètement illusoire, dit la feuille anglaise, et le gouvernement britannique pourrait facilement prendre des mesures directes contre les marchands indiens en les frappant de taxes qui rendraient leur commerce moins profitable. Le malheur est, conclut le *Telegraph*, que, dans ce cas, les marchands d'esclaves se transporteraient ailleurs.

Les discours que le prince de Bismarck a prononcés dans la séance du 10 mars de la Chambre des Seigneurs ont soulevé bien des colères. La presse ultramontaine prend plus ou moins son parti des déclarations catégoriques du prince-chancelier, car il y a déjà assez longtemps qu'elle ne peut plus se faire d'illusions: la *Kreuz-Zeitung*, par contre, est vivement irritée et elle se donne une peine infinie pour faire, comme on dit vulgairement, belle mine à mauvais jeu. Elle feint de se féliciter, elle et son parti, de ce que M. de Bismarck a rompu, grâce à son discours, les toutes dernières attaches qu'il pouvait avoir encore avec le parti conservateur. Elle proclame hautement que désormais la situation est bien nette et qu'entre les opinions et les tendances des cercles conservateurs et religieux et celles du chancelier de l'empire il y a un abîme infranchissable. «Aussi, ajoute-t-elle, le parti conservateur est-il enfin las de jouer le rôle de l'agneau de la fable et, montrera-t-il que ses dents le mettent en mesure de jouer un tout autre rôle.»

Une des assertions du prince de Bismarck, celle que, de tout temps il y a eu des gens assez avisés pour prétendre mieux connaître la politique de Dieu que les autres hommes — a surtout indigné la *Kreuz-Zeitung*, et elle répond que, l'Eglise doit insister en effet sur ce qu'elle est seule à connaître la volonté de Dieu.

La conclusion des commentaires de la *Kreuz-Zeitung* sur le discours du prince de Bismarck est que le système aujourd'hui dominant doit se briser et se brisera contre la politique ecclésiastique que l'on tend à inaugurer.

L'irritation du parti conservateur ne se manifeste d'ailleurs pas seulement à ce point de vue général, mais aussi au point de vue particulier. Nous avons déjà mentionné les protestations de M. de Manthey, ancien président du ministère, et de M. de Savigny, ancien député prussien à la Diète de Francfort; voici maintenant M. de Mühler, le prédécesseur de M. Falk au ministère des cultes et de l'instruction publique, qui prend aussi la parole, par l'organe de la *Kreuz-Zeitung*, pour défendre son système et ses opinions personnelles, et surtout pour s'attacher à réfuter les inculpations de l'ancien président du ministère contre la section catholique au ministère des cultes. On se souvient que le 10 mars le prince de Bismarck avait accusé cette «corporation», cette «autorité» comme il l'appellait, d'être devenue le champion des intérêts du pape contre ceux du roi et d'avoir entravé l'enseignement de la langue allemande dans les provinces polonaises. M. de Mühler conteste d'abord l'exactitude des qualifications d'«autorité» et de «corporation» données à la section catholique, laquelle n'a jamais fonctionné, dit-il, qu'au simple titre de «section ministérielle» comme toutes les autres. Il combat ensuite l'allégation que cette section aurait exercé une influence quelconque sur l'instruction publique, laquelle, par la nature même des choses, était sous-

traite à sa compétence. Quant à l'assertion, que la section catholique aurait fait et cause pour les intérêts du Saint-Siège contre ceux de l'Etat, l'ancien ministre des cultes la déclare mal fondée et ajoute que c'est la section elle-même qui s'est opposée à ce qu'un nonce pontifical fût accrédité à Berlin, comme le prince de Bismarck le désirait.

M. de Mühler conclut en disant qu'il a dû repousser la loi sur l'inspection des écoles, patronnée par M. de Bismarck, parce que lui, M. de Mühler, collaborait à cette époque même des lois scolaires consacrant les droits de l'Eglise, conformément au texte de la Constitution et, selon la volonté du roi.

Cette dernière insinuation, d'après laquelle il y aurait eu désaccord à cette époque entre les vues de Sa Majesté et celles du prince chancelier, manquera certainement son effet, puisque le roi s'est privé précisément alors des services de M. de Mühler.

Voir les dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

La *Königsberger Zeitung* croit savoir que le parti progressiste au Parlement de l'empire aurait l'intention de provoquer une déclaration du prince de Bismarck sur la question de la reconnaissance de la république espagnole par l'Allemagne. Ce parti n'a pas d'illusions, il est vrai, sur l'état précaire de la situation actuelle de l'Espagne, où abstraction faite de plusieurs partis monarchistes, les républicains eux-mêmes se combattent au nom de l'unitarisme ou du fédéralisme, mais il pense que, en considération de ce que les adversaires de l'état de choses actuel en Espagne sont aussi les adversaires de l'Allemagne, ce dernier pays rendrait un service signalé à la péninsule en contribuant à y consolider le régime actuellement au pouvoir.

La feuille de *Königsberg*, en sa qualité d'organe progressiste, peut être bien informée sur les intentions de ce parti, mais nous devons faire observer qu'aucun autre journal allemand jouissant d'une certaine autorité n'a encore fait une allusion quelconque, dans quelque sens que ce soit, à la reconnaissance de la république espagnole par l'empire d'Allemagne.

La *National-Zeitung* du 15 mars consacre un grand article à la grève des typographes, laquelle certes ne manque pas de gravité. Si jusqu'à samedi prochain, 22 mars, les ouvriers qui font partie de l'Association générale des typographes ne sont pas sortis ou n'ont pas déclaré vouloir sortir de l'association, ils seront définitivement congédiés, dans toute l'Allemagne, Berlin excepté. Or, sur les 10,000 ouvriers typographes en Allemagne, 7,000 sont membres de l'association, de sorte que leur renvoi en masse aurait les conséquences les plus sérieuses. Aussi la *National-Zeitung* recommande-t-elle de toutes ses forces la conciliation, et espère-t-elle que l'assemblée des patrons, qui aura lieu prochainement à Weimar, acceptera, dans ses points essentiels, le tarif proposé par les ouvriers. Elle conseille, d'un côté, aux propriétaires d'imprimerie, de vaincre leur répugnance pour l'association des typographes, et de s'entendre avec elle au lieu de la combattre, parce que, dit-elle, cette association est parfaitement légale, et même nécessaire au point de vue économique, et que, si elle était dissoute, on la verrait immédiatement remplacée par une coalition du même genre. D'un autre côté, la feuille berlinoise recommande aux ouvriers de faire trêve aux phrases creuses, qui ne prouvent rien, et de renoncer aux agitations stériles et aux moyens illégaux, tels que rupture de contrat, etc.

La *National-Zeitung* conclut en demandant avec instances l'institution de «bureaux de conciliation», qui seraient appelés, non-seulement à intervenir après l'explosion des grèves, mais à soumettre à des révisions périodiques les conditions de salaire et d'autre intérêt à la fois les patrons et les ouvriers.

Dans le cas spécial de la grève des typographes, le journal que nous citons voudrait que le bureau fût formé de quatre catégories de délégués: ceux de la ligue générale des imprimeurs allemands, ceux de la ligue des imprimeurs de Berlin, ceux de l'association générale des ouvriers typographes et ceux de la minorité de ces derniers non affiliés à l'association.

PRUSSE. — La Chambre des Députés a voté le 14 mars, en troisième lecture, le projet de loi sur l'instruction et l'installation des ecclésiastiques, avec un passage additionnel portant que la nouvelle loi ne sera mise en vigueur qu'après la promulgation de celle modifiant les art. 15 et 18 de la Constitution. L'assemblée a abordé ensuite l'examen du projet de loi sur le pouvoir disciplinaire ecclésiastique et sur l'institution d'une cour de justice pour les affaires ecclésiastiques, projet dont elle a adopté les onze premiers articles sans modifications.

Le même jour la Chambre des Seigneurs s'est occupée de diverses questions d'intérêt local et en outre du projet d'augmentation des indemnités des députés, qu'elle a approuvé presque sans débats, à la suite de déclarations de MM. de Münster et Zur Lippe, portant qu'il n'y aurait pas de convenance que la Chambre des Seigneurs s'ingérât dans les affaires privées de la seconde Chambre.

Le mémoire justificatif du ministère du commerce et des travaux publics, en réponse aux incriminations de M. Lasker relativement aux concessions de chemins de fer, — mémoire dont la *Kreuz-Zeitung* avait annoncé la publication, — a paru d'abord dans les colonnes de la *Spensersche Zeitung*, dont il ne remplit pas moins de sept colonnes compactes. Par conséquent, et vu son intérêt essentiellement local, nous nous abstiendrons de l'analyser.

Un correspondant de Berlin de la *Königsberger Zeitung* croit que le mémoire livré à la publicité est le même que celui soumis à la commission d'enquête.

ALSACE-LORRAINE. — L'*Eltsässische Correspondenz* annonce que MM. Heimburger, rentier, et Morin, agent de change, tous deux de Strasbourg, ont été expulsés de l'Alsace-Lorraine pour avoir provoqué, par des menées illégales, l'émigration de quatorze jeunes garçons alsaciens en France. La feuille que nous citons ajoute que, vu la gravité du fait, MM. Heimburger et Morin n'ont pas pu être protégés par leur qualité de citoyens allemands contre les conséquences de leurs menées.

Autriche-Hongrie.

Des délégués de l'opposition fédéraliste et fœdale, le «parti du droit», comme l'appellent les feuilles anti-gouvernementales, ont tenu des conférences à Vienne le 11 et le 12 mars, pour délibérer sur l'attitude du parti en vue de la promulgation de la loi sur la réforme électorale. Le *Vaterland* dit à ce sujet que les délé-

gués, après leur examen de la situation, ont pris des décisions unanimes, — mais sans révéler de quelle nature ont été ces résolutions. Etaient représentés à ces conférences: le Vorarlberg, le Tyrol, la Haute-Autriche, la Basse-Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Bohême, la Moravie et la Silésie, et parmi les délégués, le *Vaterland* cite les princes Hugo Salm et George Lobkowitz, les comtes Léon Thun, Hohenwart, Clam-Martiniitz, Belcredi, François et Jules de Falkenhayn, ainsi que MM. Rieger, Prazak, Costa, etc., etc. La feuille cléricale ajoute à ces détails la déclaration que les conférences du «parti du droit» n'avaient nullement pour but, comme l'on prétendait les feuilles centralistes, de provoquer une croisade pour faire échouer la réforme électorale à la Chambre des Seigneurs.

Le *Pesti Naplo*, parlant de l'espèce de changement de front que les conservateurs viennent de faire dans la Chambre des Députés de Hongrie, et commentant les discours de MM. de Senyey et d'Urményi, exprime l'avis qu'il se produit actuellement au sein des fractions politiques une espèce de procès de sélection, qui se terminera par un nouveau groupement des éléments similaires.

«Nous attendons avec calme le résultat de cette fermentation», dit la feuille de Pesth; nous ne redoutons ni ébranlements ni dangers, tout en étant convaincus que la fin de la crise est imminente. Nos conditions actuelles ne sont guère favorables au parlementarisme, il est vrai, mais la morale politique de nos partis n'en est pas moins une solide garantie de la vie parlementaire. Il s'agit seulement que ces partis montent du fact, car c'est d'un groupement rationnel que dépend la solution du dilemme, ou bien que les conservateurs puissent se réjouir à nos dépens, ou bien, que, depuis dans leurs espérances, ils n'aient qu'à reporter vers le passé leurs regards désenchantés.»

On se souvient du procès Karmelin, en Galicie, qui avait fait tant de bruit, il y a quelques mois. Il s'agissait de menées illégales pour faire libérer des jeunes gens astreints au service militaire. Ce procès a été jugé en appel, à Léopol, le 13 mars, et la cour a confirmé le jugement du tribunal de première instance pour ce qui concerne Karmelin, qui est condamné à sept ans de travaux forcés. Par contre, quelques-uns de ses complices, condamnés par le tribunal de Stanislaw, ont été acquittés par la cour d'appel tandis que d'autres ont joui de réductions de peine.

France.

Assemblée Nationale.

Séance du 13 mars.

Présidence de M. Jules Grévy.

Le président de la république assiste à la séance. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet de loi tendant à régler les attributions des pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle (Propositions additionnelles à l'art. 5).

M. NAUDET a déposé un article additionnel ainsi conçu: «Les dispositions de la présente loi ne deviendront exécutoires qu'après avoir été ratifiées par l'Assemblée Nationale qui succédera à l'Assemblée actuelle.»

L'amendement de M. Naudet, mis aux voix, est repoussé.

M. JOUBERT dépose un amendement ayant pour but d'obtenir que le pouvoir exécutif sera transmis à un vice-président de la république, en cas de vacance. Il faut, dit-il, prévoir l'éventualité d'une vacance. C'est une mesure sage et prudente. Il ne faut rien laisser à l'imprévu.

M. DUBOIS-REYEAUX. Je viens, au nom de la commission, vous proposer d'écarter l'amendement de M. Joubert.

M. JOUBERT. Notre proposition est bonne, elle répond à un besoin très réel. Nous ne voulons pas compromettre le succès et nous la retirons, nous réservant de la représenter avant peu. (Très bien! à droite.)

M. DE LORGERIL dépose un amendement ainsi conçu:

«Après l'art. 4, ajouter les deux articles suivants:»

«Art. 5. Si les questions constitutives ne sont pas réglées avant la dissolution de l'Assemblée, les fonctions de président de la république seront incompatibles avec celles de membre de l'Assemblée Nationale.»

«Art. 6. Le président de la république ne pourra être élu membre de l'Assemblée Nationale que trois ans après le terme de son mandat de président.»

M. DE LORGERIL. On m'a fait observer que mon amendement, quoique excellent (Rires), serait peut-être déplacé dans cette discussion. Aussi je le retire. (Rires sur un grand nombre de bancs.)

M. LE PRÉSIDENT met aux voix l'ensemble du projet de loi.

Le scrutin donne les résultats suivants:

Nombre de votants	645
Majorité absolue	323
Pour l'adoption	411
Contre	234

En conséquence, le projet de loi est adopté. (Applaudissements dans les centres.)

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi tendant à ouvrir au ministre de l'intérieur, sur l'exercice de 1873, un crédit supplémentaire de 469,000 fr. pour les dépenses de police de l'agglomération lyonnaise, et à fixer à 30 0/0 de ces dépenses la part contributive de la ville de Lyon.

M. MILLAUD. Nous avons quelques réserves à faire, sans pourtant combattre le projet, puisque la ville de Lyon n'a présenté aucune objection.

Je me permettrai d'abord de dire à M. le baron Chaurand qu'il s'est montré, en cette circonstance, plus royaliste que le roi, puisqu'il veut attacher à ces franchises municipales, lesquelles l'empire seul a osé porter la main dans un intérêt politique. (Très-bien.)

J'ajouterais que je trouve irrégulier de donner au préfet du Rhône des attributions de préfet de police.

M. DUCARRE. Je ne serai pas aussi affirmatif. Sous l'empire, la police de Lyon était bien faite et coûtait au plus 500,000 fr. On vous propose aujourd'hui d'élever ce chiffre à 1 million 200,000 fr. Je ne puis admettre cela. Cela semblerait signaler que l'on doit être plus vigilant à Lyon sous la république qu'on ne l'a été sous l'empire.

La raison vraie, c'est que le préfet du Rhône croit la tranquillité publique compromise par d'autres dangers que le vol et l'assassinat. Non, la ville de Lyon n'est pas une ville qui vole et assassine! Je suis heureux de le dire à la tribune française! Je demanderais donc pourquoi l'on veut accroître les forces que le préfet du Rhône doit avoir à sa disposition.

«En bien! c'est parce qu'il a contre lui une municipalité antagoniste! (Applaudissements à droite.) Il faut que nous sachions à quoi nous en tenir. Cela peut ne pas paraître utile à ceux qui ne voient dans la population d'une grande ville qu'une masse électorale que l'on peut échauffer à son gré pour l'utiliser suivant ses intérêts... (Applaudissements prolongés à droite.) Pour moi, qui suis républicain...»

A gauche. — Vous, allons donc!

M. DUCARRE. Oui, je suis républicain, et je n'ai jamais demandé à personne le droit de le

être! (Nouveaux applaudissements à droite.) Et c'est parce que je suis républicain que je ne veux pas laisser toute une population gagnée par une fièvre de fonctions administratives! (Approbation.)

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. M. Ducarre demande pourquoi nous voulons augmenter les dépenses de police. C'est parce que les révolutions ont porté le trouble dans la population lyonnaise, parce qu'il faut que la répression soit plus énergique, parce qu'il n'est que temps de porter un remède au mal, parce qu'il est plus que temps de briser une autorité qui s'élève toujours contre le gouvernement légal du pays! (Applaudissements prolongés à droite.)

Nous ne voulons porter atteinte à aucun droit, nous voulons réprimer des tendances d'anarchie. Un rapport du procureur général de Lyon constate que les assassins se multiplient à Lyon et qu'on ne saurait comprendre à quel degré de mépris la vie humaine est tombée dans cette ville. «Quant aux causes de cette situation, nous les trouvons dans les pratiques révolutionnaires dont Lyon a été le théâtre. (Applaudissements prolongés à droite.) Vous pouvez compter sur l'énergie du gouvernement. (Nouveaux applaudissements.)»

M. LE COMTE JAUBERT. Les paroles de M. Ducarre et de M. le ministre de l'intérieur ont trouvé un écho dans tous les cœurs honnêtes (Très bien! à droite); mais pourquoi le gouvernement a-t-il tardé si longtemps à prendre des mesures efficaces pour rétablir l'ordre dans une des premières villes de France?

Avant quelques jours, la commission dont je suis le président aura déposé son rapport sur cette question.

M. MILLAUD. Je regrette tant de hâte, et je sais que pour se trop presser on ne fait rien de bien.

M. PARIS. M. Ducarre est un homme d'ordre, un républicain d'ordre... les autres ne le sont pas, ce sont des hommes de désordre!

A gauche. — C'est une insulte! (Sensation prolongée. — Bruits divers.)

A gauche. — Retirez vos expressions!

M. LE PRÉSIDENT. L'orateur s'est servi d'expressions qui ont pu blesser les membres d'une partie de cette Assemblée.

A gauche. — Tous! (Légers mouvements dans les tribunes.)

M. LE PRÉSIDENT. S'il se produit des manifestations dans les tribunes, je les ferai évacuer. M. Paris a déclaré qu'aucune de ses paroles n'adressait à un membre de cette Assemblée. (Très bien!)

L'Assemblée décide qu'elle passera à la discussion des articles.

Le projet est adopté par 662 voix contre 4, sur 666 votants.

On a pu voir, dans le compte-rendu de la séance du 13 mars, que l'Assemblée a passé six fois au scrutin: 1° sur chacun des trois paragraphes de l'article 5 (organisation des pouvoirs publics, seconde Chambre et loi électorale); 2° sur l'ensemble du projet; 3° sur les deux amendements Decazes et de Kerdel.

Le chiffre le plus fort des votants a été de 629 (amendement Decazes); le chiffre le plus faible, de 585 (deuxième Chambre).

Le chiffre de voix le plus élevé, obtenu par le gouvernement et la commission, a été de 457 (loi électorale); le plus faible, de 378 (deuxième Chambre).

Il y a lieu surtout de remarquer l'écart des différents votes entre les scrutins relatifs aux paragraphes et celui d'ensemble.

Ainsi, pour commencer par le nombre des votants, 15 députés qui avaient pris part au vote sur les pouvoirs publics se sont abstenus sur l'ensemble; ils appartiennent, en général, à la gauche républicaine; nous y remarquons MM. Arago, le général Billot, Dergaencourt, Lasserre, Pierre Lefranc, et aussi des membres de la droite, tels que le duc Decazes, l'amiral Dompierre d'Honnoré.

585 députés seulement ont pris part au vote concernant la seconde Chambre; les abstentions se répartissent ici un peu dans tous les groupes; nous y trouvons les noms de MM. Lucien Brun et Fourcaud, Jenson et Jules Favre, André Hamille et Jonston (bonapartistes), Malgouyres, Deschamps, Gévelot et Rampon (gauche modérée et contrigauche).

Sur la loi électorale, les abstentions sont moins nombreuses; nous y relevons des noms appartenant à divers groupes de gauche: Carnot père, Choiseul, amiral Jaurès, Larrieu, Henri Martin, et les mécontents systématiques de l'extrême droite: de Belcastel, de Franchieu, du Temple, Lucien Brun, etc.

Le gouvernement et la commission, qui avaient obtenu 434 voix sur le paragraphe relatif à la transmission des pouvoirs publics, n'ont eu que 380 sur l'ensemble. Soit 54 voix de différence. Cet écart est presque entièrement au compte de la gauche, dont quarante à quarante-cinq membres, qui avaient voté pour le paragraphe 1er, n'ont pas pu voter pour le paragraphe 1er.

Quant à celui qui se rapporte à la loi électorale, les 159 voix d'opposition qu'il a rencontrées appartiennent exclusivement à la gauche, renforcée du petit groupe qui suit la bannière de M. Rouher.

(Temps.)

La commission chargée de l'examen des traités de commerce avec l'Angleterre et la Belgique s'est réunie le 13 pour constituer son bureau. Elle a nommé:

Président, M. Pouyer-Quertier.

Vice-président, M. Ferry.

Secrétaires, MM. de Montgolfier et Jonbert.

Chaque commission a rendu compte des opinions diverses qui avaient été exposées dans son bureau et de celle qu'il avait personnellement développée.

Il résulte de ces explications que la majorité des députés dans chaque bureau avait été hostile à la rédaction des traités; elle réclame une révision sérieuse des traités et une enquête à laquelle prendront part les intéressés et les chambres de commerce. A la suite de cette enquête, le gouvernement jugera s'il n'y a pas lieu d'entamer de nouvelles négociations.

On a décidé d'entendre immédiatement le ministre.

Les bureaux de la Chambre se sont constitués le 13 mars par la nomination de leurs présidents et secrétaires.

5 députés appartiennent à la droite;

5 — au centre droit;

2 — au centre gauche;

1 — au centre chrétien;

2 — à la gauche pure;

11 secrétaires appartiennent à la droite et au centre droit;

2 à la gauche;

Il est sérieusement question d'un voyage de M. le président de la république à Compiègne. Ce voyage s'effectuerait vers la fin de ce mois, et durerait toute la période des vacances parlementaires.

Les officiers d'état-major du ministre de la

guerre, qui doivent accompagner M. Thiers, ont déjà été invités à faire procéder aux préparatifs d'installation.

(Liberté.)

M. Rochefort ne partira décidément pas pour la Nouvelle-Calédonie. La commission médicale a décidé que l'état du prisonnier ne lui permettrait pas le voyage, quant à présent.

Les ministres de la marine et de l'intérieur ont été avisés de cette décision.

Il est aujourd'hui démontré que la mort du commandant Poudrel est le résultat d'un suicide. La *Gazette des Tribunaux* dit à ce sujet:

«Le commandant Poudrel avait abandonné depuis plusieurs jours son domicile de Versailles en y laissant un écrit qui ne laisse aucun doute sur ses tristes résolutions. On a constaté que le lendemain du jour où il a disparu, un rasoir ensanglanté et des traces de sang avaient été remarqués sur le pont d'Iéna, et jusque sur une partie du rebord extérieur du tablier, et le commissaire de police qui a relevé l'existence de ces taches de sang a très justement supposé qu'une personne, après s'être volontairement frappée entre les dents du parapet, avait voulu se jeter dans la Seine pour y trouver une mort plus prompte.»

«Le cadavre porte en effet au cou une blessure assez profonde, mais qui n'avait pas pu donner instantanément la mort; on remarquait aussi des contusions au front et à l'omoplate; mais ces dernières blessures avaient dû être causées, soit par la chute du corps, soit par les coups de poings.»

D'après le *Gaulois*, M. Poudrel avait donné à diverses reprises des signes d'aliénation mentale.

Gélinier, le fameux chef de bande, est régulièrement tous les jours interrogé par M. Pauffiant. Cet inculpé n'est plus à Mazas. Il a été écroué au dépôt de la préfecture pour que le magistrat instructeur l'ait plus tôt à sa disposition toutes les fois qu'il faut le confronter avec des complices ou l'interroger à la suite d'une déclaration de témoin. On dirait qu'il cherche des occasions de se faire transporter au dehors; à chaque instant il fait des révélations et il propose d'en vérifier l'exactitude sur les lieux mêmes. Il y a eu ainsi deux transports de justice; mais on se méfie beaucoup de lui, et il est l'objet d'une surveillance telle qu'on pourrait le comparer à celle exercée sur un condamné à mort qui aurait manifesté des projets de suicide.

On vient de découvrir un fait bien important. Gélinier n'a plus quatorze ans; il voulait se faire passer pour son frère, qui a à peu près cet âge; comme son état civil a été brûlé, il a fallu faire une enquête, et cette enquête n'a pas tardé à établir de la façon la plus péremptoire que ce jeune malfaiteur, qui se réfugiait derrière son défaut de discernement, a tout bonnement dix-huit ans et demi. C'en est plus maintenant une nature aussi précoce dans le crime qu'il voulait le paraître, et il est singulièrement déçue depuis cette découverte.

Un détail qui le contrarie étrangement aussi c'est qu'on lui ait mis les galoches de la prison, avec lesquelles il fait en marchant un tapage épouvantable. Cette précaution n'est pas inutile en cas de tentative d'évasion. Il est, du reste, très soigné dans sa mise; il porte un cache-nez de fond blanc, qui fait ressortir ses monstres naissantes.

Gélinier, né à Paris, est le fils d'un concierge du boulevard Montmartre.

Le *Rappel* nous apprend que le Comptoir d'escompte vient encore d'être victime d'un vol considérable.

Il aurait, sur la recommandation d'un de ses plus sérieux clients, escompté pour 420,000 fr. de traites à un individu nommé M... se prétendant fournisseur militaire, et qui produisait, à l'appui de son dire, une certaine quantité de lettres accusant réception pour un chiffre énorme de fournitures qu'il aurait faites à divers régiments de l'armée.

Toutes ces lettres étaient fausses, et le voleur est en fuite.

On a pu voir, dans l'acte d'accusation du procès du Transcontinental, la part de responsabilité qui incombe à la chambre syndicale des agents de change pour la légèreté avec laquelle les titres de la compagnie fondée par le général Fremont ont été inscrits à la cote officielle de la Bourse de Paris, grâce à un certificat, reconnu faux depuis, et attestant l'inscription de ces valeurs à la Bourse de New-York.

Les porteurs de ces titres tentent, assurément, un procès à la chambre syndicale des agents de change de la Bourse de Paris.

L'affaire viendra à une des prochaines audiences de la 1re chambre.

(Figaro.)

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France constate les résultats suivants à la date du 13 mars:

Augmentation: espèces, 4,330,000 fr.; sur la circulation des billets, 2,225,000 fr. — Diminutions: sur le portefeuille, 19,000,000 de francs; sur les comptes particuliers, 13 millions 750,000 fr.; sur le compte du trésor, 3,166,000 francs; sur les avances sur lingots, 100,000 fr.

Grande-Bretagne.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du 11 mars (soir).

VOTE CONTRE LE MINISTRE.

La discussion continue sur le bill universitaire.

LE COLONEL WILSON-PATTEN prétend tout d'abord que ce n'est point manquer de respect pour la couronne que de voter contre un bill annoncé dans les discours du trône. Il persiste à trouver le principe mauvais. Ce qu'on propose, c'est de supprimer l'antique université de Dublin et les collèges royaux, et de les remplacer par une université unique avec un corps gouvernant politique et nullement académique. L'orateur ne peut se rallier à ce système. Il serait disposé à appuyer un bill d'enseignement réellement bon, de quelque parti qu'il provienne, mais il ne peut voter pour un projet aussi défectueux, aussi illusoire que celui qu'on propose.

M. ORRELLY déclare que les facilités pour l'enseignement au point de vue des catholiques font défaut en Irlande. La preuve c'est que lui-même est obligé d'envoyer ses fils dans les établissements des pays étrangers. Il convient qu'il aurait volontiers appuyé le projet. Mais après les discours du ministre de la guerre, cela ne lui est pas possible.

M. BOUYER ne comprend pas pourquoi le gouvernement prétend imposer à la Chambre le devoir de voter une loi d'enseignement. Il lui semble qu'on n'a pris aucun moyen pour constater les opinions des catholiques laïques en Irlande. Il résulte de là que c'est le corps des évêques qui est devenu l'organe de l'opinion publique. C'était fort naturel, puisqu'ils sont les mieux instruits des besoins et des sentiments de leurs ouailles. Aussi ont-ils déclaré qu'ils ne veulent pas de l'enseignement mixte, et que ce qu'il leur faut, c'est l'enseignement catholique. Ce que le gouvernement offre sous forme de compromis n'est donc pas acceptable, parce qu'il est tout simplement impossible d'avoir en même temps l'enseignement mixte et l'enseignement indépendant.

M

M. GLADSTONE. Après la division qui vient d'avoir lieu, la Chambre attend sans doute de moi quelques paroles. Le vote de la Chambre a un caractère grave, je n'ai pas besoin de le dire, et comme le Parlement n'aime jamais à délibérer sur des questions d'importance secondaire pendant que l'existence du gouvernement est en jeu, je propose d'ajourner la Chambre à jeudi.

La proposition est adoptée.

Le vote de la Chambre des Communes sur la loi relative à l'organisation de l'enseignement supérieur en Irlande est l'objet de nombreux commentaires dans la presse anglaise; voici les conclusions auxquelles arrivent les principaux journaux de Londres :

Le Times. — Une majorité de 3 voix contre le gouvernement dans un vote auquel 571 membres ont pris part. Nécessairement être considérée comme grosse d'autres conséquences que la défaite du projet de loi ministériel. Le gouvernement se considérera probablement comme tenu d'offrir sa démission, quoique nous ne puissions considérer cette retraite comme impossible en elle-même, et des bruits qui ont circulé au sujet de modifications ministérielles sont tellement futiles qu'on ne peut les admettre comme sujets à discussion publique. Les politiciens de cabinet et de carrefour peuvent rêver une comédie politique de Hamlet, en omettant le rôle de Hamlet, mais quoiqu'il en soit, nous ne pouvons sérieusement songer comme chose pratique. Le ministère, nous l'espérons, restera au pouvoir dans son intégrité, et se préparera, pendant le restant d'une session probablement raccourcie, à cet appel aux collèges électoraux qui doit être accéléré par l'événement de la nuit dernière, en même temps qu'il s'arrachera le plus tôt possible au rêve qui l'a trompé. La morale de l'incident qui s'est terminée la nuit dernière est clairement celle-ci : que M. Gladstone, dans sa généreuse ambition, a tenté de concilier ce qui était inconciliable.

Nous pouvons placer les étudiants catholiques et protestants sur un pied d'égalité en Irlande en donnant à chacun d'eux un égal accès aux universités non sectaires; nous ne pouvons pas le placer sur le pied de l'égalité si l'on entend par là donner à chacun une instruction confessionnelle selon ses désirs. Toutes les sectes sont libres de fonder des établissements d'instruction à elles. La nation ne peut fonder et subsidier que ceux où les distinctions de catholique et de protestant se perdent sous la désignation commune d'étudiants en sciences. Les limitations au pouvoir de la législature ainsi indiquées doivent être reconnues par tous; et ce doit être l'œuvre du gouvernement durant la prochaine session d'après la leçon si sévèrement infligée hier soir, en présentant un projet de loi ayant pour but la libération et la rénovation des universités d'Irlande d'après l'esprit sacré par la volonté nationale. Les prétentions ultramontaines resteront sans satisfaction, les plaintes ultramontaines continueront à se faire entendre, mais les hommes d'Etat doivent se résigner à subir ce qui était inévitable, et si en de certains moments la pression des remontrances devient douloureuse, ils peuvent se rappeler que la résistance qu'ils sont obligés de faire aux réclamations ultramontaines leur est démontrée par l'exemple de tous les Etats catholiques de l'Europe.

Le *Daily News* constate la défaite du gouvernement, et, dit-il, « nous nous trouvons maintenant dans une crise ministérielle gratuite inventée. A une majorité de 3 voix, c'est-à-dire de 287 non et de 284 oui, la Chambre des Communes a repoussé la seconde lecture du bill sur l'université d'Irlande. Les concessions offertes par M. Cardwell, et ensuite expressément affirmées par M. Gladstone, ont satisfait les libéraux, mais ont offensé le parti ultramontain, et le vote prouve que ces derniers, avec leurs alliés conservateurs, ont été les plus puissants. Les modifications qui ont permis aux réformateurs de voter en faveur du projet de loi ont poussé les députés irlandais dans l'opposition. Entre temps, les discours de M. Cardwell et Gladstone ont amplement justifié nos critiques sur le bill tel qu'il était conçu, et ce n'est pas notre faute si la sagesse est venue trop tard aux ministres, s'ils ont imprudemment embarqué leur existence et leur honneur sur un navire incapable de supporter une pareille charge, et s'ils ont élevé une question tout à fait secondaire à la hauteur d'un vote de confiance. »

Le *Standard* apprécie le vote et ses conséquences en ces termes : « Que des ministres soumettent un projet de loi, et se montrent pourtant disposés à accepter un différent des mains de leurs adversaires; qu'ils insistent sur la forme et soient prêts à céder sur la substance; qu'ils persistent à soutenir une mesure qui blesse tous leurs partisans du dehors, et offrent pourtant de la soumettre à toutes les modifications que pourront imposer leurs adversaires du dedans, c'est là une absurdité qui ne peut guère s'expliquer que par la supposition qui attribue à tous les ministres une détermination suprême de se maintenir au pouvoir à tout prix et à n'importe quelles conditions. »

Que ce soit là la véritable explication, nous ne sommes pas disposés à le croire, quoique l'on puisse dire que les ministres doivent quelque chose à leur parti et à ceux de leurs adhérents fidèles et dévoués dont le zèle est stimulé par l'espoir d'avoir une part du festin, et que renoncer hâtivement au pouvoir est désappointer et trahir cet élément utile et servile de la puissance d'un chef de parti. Il est vrai que cette classe d'hommes peut souvent peser puissamment sur un chef peu disposé à accepter ou à conserver les responsabilités du pouvoir. Quel qu'il en soit, le discours prononcé par M. Cardwell lundi soir a fait preuve d'une abjecte condescendance qu'il serait difficile d'expliquer autrement. Si les ministres avaient été fidèles à leurs convictions en rédigeant le projet de loi, ils auraient pu perdre les catholiques tout comme ils les ont perdus maintenant, mais ils auraient rallié leur propre parti autour d'eux, et auraient pu recevoir un appui assez considérable du côté des conservateurs. S'ils avaient fermement adhéré à leurs propositions primitives, ils auraient pu être défaits, mais ils seraient tombés avec une apparence de dignité. La ligne de conduite qu'ils ont adoptée a sacrifié en même temps leur intérêt et leur honneur; leur vacillante repentance leur a aliéné l'appui qui leur aurait pu assurer, sans leur avoir tourné contre eux.

Le *Telegraph*, en même temps qu'il admet que de grands intérêts étaient impliqués dans le bill, dit une question d'un intérêt plus vital encore était en suspens dans la dernière séance de la Chambre des Communes. Chacun des membres de la Chambre savait que le sort du gouvernement serait décidé avant que peu d'heures ne se fussent écoulées; et rarement une faction a eu la chance de faire le procès à la vie d'un pareil ministère. Les travaux d'importance secondaire qu'il a accomplis suffiraient seuls à faire la renommée d'une administration ordinaire, et ses grandes réformes ont été tellement nombreuses qu'elles ont cessé de frapper le pays d'étonnement.

Si nous devions placer la question sur le

même terrain que M. Bouvier, et considérer le projet de loi comme une formule en blanc, encore était-ce une formule dont dépendait l'existence d'un gouvernement qui a rendu d'impérissables services au libéralisme et à l'Angleterre, et qui pouvait faire autant pour la nation dans l'avenir qu'il a fait dans le passé. Si le projet de loi n'est qu'une formule en blanc, il est inoffensif, et on aurait pu sans danger le laisser arriver en comité. L'argument en faveur d'une pareille ligne de conduite aurait pu paraître irrésistible aux libéraux du moment où ils savaient qu'un vote négatif repousserait au pouvoir un gouvernement à la fois plus fort pour le libéralisme que toutes les autres administrations réunies des vingt dernières années. Mais MM. Fawcett et Bouvier ont depuis longtemps fait voir qu'ils sont fatigués du ministère. Ils auront tout de suite à rendre compte au pays d'une jument implacable, mais peu compréhensible. A mesure que le débat s'approchait de sa grave issue, l'appréhension du projet de loi était remplacée dans tous les esprits par des considérations au sujet du ministère, et ce sera la aujourd'hui l'unique thème des réflexions par toute l'Angleterre.

Le *Morning-Post* dit que le résultat du vote était prévu, et que M. Gladstone, dans sa réplique, a franchement admis la probabilité que son administration serait en minorité. L'amendement de M. Bourke a été rejeté de commun accord, et la question relative à la seconde lecture du bill a été ensuite posée sans autre amendement. La réponse exprimée par le vote a été simplement négative, en ce qu'il résulte qu'il n'y a pas d'objection technique à ce que le bill soit de nouveau représenté pour sa seconde lecture la semaine prochaine. Le premier ministre a fait une observation à cet effet immédiatement après le vote, en même temps qu'il proposait l'ajournement de la Chambre, bien qu'il soit difficile de supposer que le gouvernement présentera de nouveau un projet qui a été pratiquement rejeté. Jeudi, à l'ouverture de la séance, M. Gladstone fera sans doute connaître la marche que le gouvernement compte adopter. Si nous n'avons pas mal interprété le langage de M. Gladstone dans sa réponse à l'ensemble du débat, il remettra sa démission et celle de ses collègues aux mains de Sa Majesté.

Nous sommes autorisés à déclarer que cette nouvelle est complètement inexacte. Le ministère n'a expédié à ses agents à l'étranger ni circulaire ni *memorandum*, ni note d'aucune sorte à ce sujet.

La commission, chargée de rédiger sur le projet de loi relatif à la défense de l'Etat, a décidé d'indiquer dans son rapport tous les travaux qui lui paraissent nécessaires pour constituer un système complet de défense, en laissant de côté toutes considérations financières. Elle abandonnerait ainsi à la Chambre le soin de déterminer les travaux qu'il y a lieu d'exécuter immédiatement et ceux qu'on peut ajourner sans inconvénient.

Le comité privé, présidé par M. de Léga, vice-président, s'est occupé le 13 de la proposition tendant à proroger l'autorisation accordée au gouvernement par la loi du 3 février 1871, d'occuper, d'exploiter, à Rome des édifices appartenant à des corporations religieuses.

Les débats ont été longs et animés. Parmi les propositions déposées sur le banc de la présidence, il y en avait une du député Pissavini qui, exprimant la conviction que par la loi sur les corporations religieuses de Rome on pouvait pourvoir aux besoins, concluait au rejet pur et simple de la demande de prorogation.

L'honorable Mancini, membre de la commission des sept, après avoir parlé du retard que subit la présentation du rapport sur les ordres religieux, a proposé une motion suspensive, afin de ne point préjuger sur le sort de cette loi. Le comité l'a approuvée, et une commission composée de MM. Mancini, Corbetta, Ruspoli Emanuele, Sineo, Mezzanotte, Manrognato et Asproni est chargée de rédiger le rapport.

On a ensuite discuté et approuvé le projet qui autorise le gouvernement à procéder à la vente des biens adriatiques en Sardaigne. Plusieurs recommandations ont été faites par MM. Salaris, Murgia et Sineo afin que la commission introduise dans cette loi les dispositions nécessaires pour éviter des différends ou des litiges avec les communes ou les autres intéressés, et pour les mesures à prendre dans le cas où les enchères n'aboutiraient pas.

Le comité a approuvé une proposition de

la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 14 mars.

Augmentation : sur la réserve totale (billets et numéraire), 238,607 liv. st. sur les effets escomptés, 492,990 liv. st.; sur les comptes particuliers, 49,153 liv. st.; sur les billets en réserve, 285,585 liv. st. — Diminution : sur les billets en circulation, 497,465 liv. st.; sur le numéraire, 258,888 liv. st.; sur le compte du trésor, 396,978 liv. sterling.

On dit que le pape ne sortira pas du Vatican à l'occasion des fêtes pascales.

On écrit de Rome au *Temps*, le 8 mars : « Je vous ai parlé du récent triduum de Saint-Pierre, en l'honneur des chefs d'ordres religieux. Il y assistait chaque jour 7 à 8,000 personnes. Le dernier soir, le pape s'y associa mystérieusement en venant s'agenouiller devant la fenêtre centrale de la tribune extérieure du temple. Cette tribune est une salle immense en communication avec le Vatican, ayant des ouvertures sur la place Saint-Pierre et des fenêtres vitrées sur l'intérieur de la basilique. »

A peine ce triduum, des ordres religieux était-il terminé, qu'on en a commencé un autre « pour réparer les outrages adressés à la divinité de J.-C. », dans des commentaires que le journal la *Capitale* publie sous ce titre : *Vie de Jésus*, commentaires d'ailleurs fort grossiers, qui n'ont rien de commun avec l'exégèse supérieure, mais qui, depuis un mois, ont produit une vive sensation dans le clergé et chez les dévots. Cette émotion s'était déjà traduite par ce fait que le cardinal-vice-roi avait solennellement dénoncé les articles de la *Capitale* au procureur du roi.

« Donc, pour réparer les outrages faits à la divinité de J.-C. », un triduum, avec communion générale, vient d'avoir lieu à Saint-Ignace des Jésuites, à cette vaste église qui forme un des côtés de l'île immense du Collège Romain et de la maison provinciale romaine des jésuites.

« J'ai assisté à une soirée de ce triduum. L'église était entièrement pleine de monde : 8 à 10 mille personnes; tous les papalins zélés, comme à Saint-Pierre; une multitude composée d'hommes, de femmes et de jeunes gens passionnés pour la cause papale, beaucoup venant, au fond, manifester politiquement aussi bien que religieusement, du reste, un air général de recueillement. »

« Un vieux père jésuite, aux cheveux blancs, de ceux qui sont malgais, au visage allongé, monta sur l'estrade verte de la prédication. Il fit une allocution pleine d'émotion sur la double cause au ciel par l'impérialité qui s'étale à Rome, la capitale de la catholicité, et qui s'attaque au Sauveur du monde lui-même. Il repré-

senta Jésus-Christ demandant lui-même un double sacrifice, celui de la pureté et celui de la charité. Le sermon et l'oraison jaculatoire achevés, tout le monde se tourna vers ce merveilleux autel. Les chants commencèrent. Le culte romain à cela de particulier (par rapport à la France) que le peuple tout entier chante avec le clergé. Toutes ces bonnes femmes disent du latin. Elles savent de longs psaumes. Elles chantent à tue-tête. Ce culte est presque un exercice physique. Au sortir de là, le sang a changé de mouvement. »

« Enfin tout se termine par un solo de jeune garçon, un soprano à la fois perçant et suave, pendant lequel un vénérable jésuite, entouré de vingt à trente acolytes, béat l'énorme foule avec l'ostensoir. »

« C'est par de semblables cérémonies que le feu sacré est entretenu dans les dix à douze mille membres actifs du parti papal. »

« En passant, remarquons que les propagandistes protestants veulent opposer quelque chose à ces bruyants triduum. Le 10 mars, au théâtre Argentina, il y aura un meeting religieux présidé par l'amiral Fishbourne, où prendront la parole l'ex-père Gavazzi et autres ministres des Eglises réformées. »

La Chambre des Députés a approuvé le 11 mars un projet de loi relatif à la prorogation du délai fixé pour les inscriptions hypothécaires dans la province de Rome.

Elle a repris ensuite la discussion du projet de loi sur la réorganisation de l'armée, 13 articles ont été adoptés. L'article 10 a soulevé une vive discussion; plusieurs amendements ont été proposés, mais la Chambre a approuvé l'ordre du jour pur et simple, acceptant ainsi l'article tel qu'il avait été proposé par la commission. La discussion de l'art. 14 sera continuée demain.

Un journal du soir, se faisant l'écho d'un bruit mis en circulation par quelques journaux de Paris, annonce que le gouvernement italien vient d'adresser à ses agents diplomatiques une circulaire, ou *memorandum*, au sujet des collèges étrangers de Rome.

Nous sommes autorisés à déclarer que cette nouvelle est complètement inexacte. Le ministère n'a expédié à ses agents à l'étranger ni circulaire ni *memorandum*, ni note d'aucune sorte à ce sujet.

La commission, chargée de rédiger sur le projet de loi relatif à la défense de l'Etat, a décidé d'indiquer dans son rapport tous les travaux qui lui paraissent nécessaires pour constituer un système complet de défense, en laissant de côté toutes considérations financières. Elle abandonnerait ainsi à la Chambre le soin de déterminer les travaux qu'il y a lieu d'exécuter immédiatement et ceux qu'on peut ajourner sans inconvénient.

Le comité privé, présidé par M. de Léga, vice-président, s'est occupé le 13 de la proposition tendant à proroger l'autorisation accordée au gouvernement par la loi du 3 février 1871, d'occuper, d'exploiter, à Rome des édifices appartenant à des corporations religieuses.

Les débats ont été longs et animés. Parmi les propositions déposées sur le banc de la présidence, il y en avait une du député Pissavini qui, exprimant la conviction que par la loi sur les corporations religieuses de Rome on pouvait pourvoir aux besoins, concluait au rejet pur et simple de la demande de prorogation.

L'honorable Mancini, membre de la commission des sept, après avoir parlé du retard que subit la présentation du rapport sur les ordres religieux, a proposé une motion suspensive, afin de ne point préjuger sur le sort de cette loi. Le comité l'a approuvée, et une commission composée de MM. Mancini, Corbetta, Ruspoli Emanuele, Sineo, Mezzanotte, Manrognato et Asproni est chargée de rédiger le rapport.

On a ensuite discuté et approuvé le projet qui autorise le gouvernement à procéder à la vente des biens adriatiques en Sardaigne. Plusieurs recommandations ont été faites par MM. Salaris, Murgia et Sineo afin que la commission introduise dans cette loi les dispositions nécessaires pour éviter des différends ou des litiges avec les communes ou les autres intéressés, et pour les mesures à prendre dans le cas où les enchères n'aboutiraient pas.

Le comité a approuvé une proposition de

la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 14 mars.

Augmentation : sur la réserve totale (billets et numéraire), 238,607 liv. st. sur les effets escomptés, 492,990 liv. st.; sur les comptes particuliers, 49,153 liv. st.; sur les billets en réserve, 285,585 liv. st. — Diminution : sur les billets en circulation, 497,465 liv. st.; sur le numéraire, 258,888 liv. st.; sur le compte du trésor, 396,978 liv. sterling.

On dit que le pape ne sortira pas du Vatican à l'occasion des fêtes pascales.

On écrit de Rome au *Temps*, le 8 mars : « Je vous ai parlé du récent triduum de Saint-Pierre, en l'honneur des chefs d'ordres religieux. Il y assistait chaque jour 7 à 8,000 personnes. Le dernier soir, le pape s'y associa mystérieusement en venant s'agenouiller devant la fenêtre centrale de la tribune extérieure du temple. Cette tribune est une salle immense en communication avec le Vatican, ayant des ouvertures sur la place Saint-Pierre et des fenêtres vitrées sur l'intérieur de la basilique. »

A peine ce triduum, des ordres religieux était-il terminé, qu'on en a commencé un autre « pour réparer les outrages adressés à la divinité de J.-C. », dans des commentaires que le journal la *Capitale* publie sous ce titre : *Vie de Jésus*, commentaires d'ailleurs fort grossiers, qui n'ont rien de commun avec l'exégèse supérieure, mais qui, depuis un mois, ont produit une vive sensation dans le clergé et chez les dévots. Cette émotion s'était déjà traduite par ce fait que le cardinal-vice-roi avait solennellement dénoncé les articles de la *Capitale* au procureur du roi.

« Donc, pour réparer les outrages faits à la divinité de J.-C. », un triduum, avec communion générale, vient d'avoir lieu à Saint-Ignace des Jésuites, à cette vaste église qui forme un des côtés de l'île immense du Collège Romain et de la maison provinciale romaine des jésuites.

« J'ai assisté à une soirée de ce triduum. L'église était entièrement pleine de monde : 8 à 10 mille personnes; tous les papalins zélés, comme à Saint-Pierre; une multitude composée d'hommes, de femmes et de jeunes gens passionnés pour la cause papale, beaucoup venant, au fond, manifester politiquement aussi bien que religieusement, du reste, un air général de recueillement. »

« Un vieux père jésuite, aux cheveux blancs, de ceux qui sont malgais, au visage allongé, monta sur l'estrade verte de la prédication. Il fit une allocution pleine d'émotion sur la double cause au ciel par l'impérialité qui s'étale à Rome, la capitale de la catholicité, et qui s'attaque au Sauveur du monde lui-même. Il repré-

l'honorable Marolda, concernant la faculté d'accorder des lots en emphytéose. La loi a été ensuite adoptée. La commission se compose de MM. Condini, La Porta, Marolda, Murgia, Salaris, Sineo et Torrigiani.

Nous lisons dans l'*Opinione* que le ministre de la marine vient de recevoir une lettre du célèbre voyageur italien, M. O. Becari, qui le remercie d'avoir envoyé la corvette *Vittorio Pisani* à Bombay pour prendre de ses nouvelles. M. O. Becari exprime l'opinion que la présence d'un bâtiment de guerre italien dans ces parages lui faciliterait ses explorations, en prouvant aux autorités de ces pays que l'Italie ne perd pas de vue ses nationaux.

Suisse. — Le 14 mars. — Un *memorandum* adressé à la Chambre des Pairs, par M. Baran, avocat valaisan, au sujet de la loi d'Italie, conclut en déclarant l'attitude de la France, pour ce qui concerne le litige, injustifiée et inadmissible.

La Société des catholiques libéraux de Soleure a adressé au Conseil d'Etat de ce canton une pétition demandant que le Conseil s'entende avec les gouvernements des autres Etats du diocèse de Bâle au sujet de l'expulsion de l'évêque Lachat et de son chancelier, M. Duret, hors des limites du diocèse.

Espagne. — Paris-Journal reçoit d'Espagne les deux dépêches suivantes :

« Madrid, 13 mars. — Le train-poste de Madrid a déraillé hier entre Beasain et Tolosa dans le tunnel d'Alegría. »

« Il y a beaucoup de morts et de blessés; la panique est grande; le service est suspendu. »

« Madrid, 12 mars, au soir. — La voie ayant été coupée au kilomètre 590, un train de voyageurs est venu se briser contre le tunnel d'Alcázar, après avoir reçu plusieurs décharges des carlistes. Trois agents de la compagnie ont été tués. »

« A la suite de ce dernier attentat, le service a été forcément suspendu sur le chemin du Nord. »

« Le *Figaro* reçoit la dépêche télégraphique suivante : »

« Bayonne, 13 mars. — Les carlistes, vainqueurs dans l'affaire de Monreal, ont pris deux cents fusils Remington aux troupes républicaines. »

« Les pertes se montent pour les républicains à cent cinquante hommes hors de combat. Du côté des carlistes il n'y a que deux hommes tués et deux blessés. »

« La république vient d'être proclamée à Porto-Rico sans qu'il y ait eu le moindre désordre. »

Portugal. — Lisbonne, 12 mars. — L'évêque de Vizeu a proposé à la Chambre des Pairs qu'aucun ministre, aucun membre de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés, ne puisse être directeur d'une compagnie dépendant du gouvernement. Le projet est dirigé contre deux ministres, directeurs d'une compagnie de chemin de fer. Les Cortès discutent la concession de ladite compagnie.

Le gouvernement portugais soutient, contre les prétentions du Brésil, que l'impératrice veuve, du Brésil, était de nationalité portugaise.

Turquie. — Le journal du *Vilayet* du Danube publie la copie des procès-verbaux de la commission de Sophia, ainsi que la décision judiciaire de cette commission, dont les dispositions ont été déjà confirmées par décret impérial. Deux individus, convaincus d'avoir présidé à des tentatives ayant pour but de pousser à la sédition contre le gouvernement, de vol à main armée, et de meurtre, ont été condamnés à la peine capitale. Neuf autres coupables de seconde catégorie ont été condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Parmi les autres coupables ont été condamnés : 3 aux travaux forcés pour 10 ans, 2 pour 7 ans, 1 pour 5 ans, 3 pour 4 ans, 1 pour 3 ans, 1 à 10 années d'exil, 5 autres à la réclusion dans une forteresse pour 10 ans, 2 pour 8 ans, 5 pour 6 ans, 6 pour 3 ans, enfin 9 autres ont été condamnés à diverses peines. Le nombre total des coupables est de 62. La tranquillité règne à Sophia.

Grèce. — Athènes, 13 mars. — La Grèce a reconnu la république espagnole.

Amérique. — New-York, 13 mars. — La législature de l'Etat du Prince-Edouard a été dissoute, et les élections nouvelles fixées au 2 avril, époque à laquelle l'union du territoire avec le Canada sera soumise au vote populaire.

Mexique. — On écrit de Vera-Cruz :

« Nos nouvelles de l'intérieur annoncent que le soulèvement de Losada à Tepic prend de redoutables proportions. D'après son manifeste, dont il a inondé Mexico et toutes les grandes villes, il propose d'établir un gouvernement ressemblant à la Commune de Paris. Son armée a envahi une partie des Etats de Jalisco et de Guadalajara. Le 28 janvier, il a battu Corona, qui a été obligé à battre en retraite; le général Flores, il est vrai, avait battu Losada en lui tuant ou faisant prisonniers plus de mille hommes; mais, le lendemain, Losada l'a attaqué de nouveau et a reconquis toutes ses positions de la veille en lui tuant beaucoup de monde. Inutile de vous dire que le gouvernement, à Mexico, est en pleine panique, tandis que le commerce se meurt et que toutes les transactions sont arrêtées. »

« On mande de Mexico que le général Ceballos s'est emparé de la ville de Tepic. Le général Lozano se serait enfui dans les districts de la montagne. »

Asie. — Nous trouvons, dit l'*Italie*, dans quelques lettres qu'on veut bien nous communiquer, quelques renseignements intéressants sur la situation du commerce européen avec l'empire chinois.

Les importations, qui, en 1870, représentaient une valeur de 568,002,224 fr., se sont élevées, en 1871, à 625,520,744 fr. Les exportations de 1871 ont dépassé de 102,962,520 francs celles de l'année précédente.

C'est l'Angleterre qui tient le premier rang dans ce grand mouvement commercial. Les quatre-vingt ports de la Chine ouverts au commerce étranger ont reçu, pendant ces deux années, plus de 7,000 bâtiments sous pavillon anglais.

L'Italie, pour qui le commerce de l'extrême Orient présente un si grand intérêt, et à qui déjà des relations assez importantes avec le Japon, n'a commencé qu'en 1872 à expédier quelques bâtiments dans les ports du Céleste-Empire.

DERNIÈRES NOUVELLES.

FRANCE. — Le 13 au soir, un grand dîner a été donné par le ministre d'Italie, M. Nigra, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du roi Victor-Emmanuel.

M. Thiers, qui était au nombre des invités, s'était fait excuser.

Des hier matin, M. Nigra recevait la visite du docteur Barthe, qui venait lui dire qu'il prenait la responsabilité du veto qu'il avait dû opposer au désir très grand de M. Thiers de se rendre à l'invitation du ministre d'Italie.

En même temps, le ministre d'Italie recevait une lettre très gracieuse du président de la république dans laquelle il s'excusait d'être obligé, à son grand regret, de se soumettre au veto de son médecin.

M^{rs} Thiers et M^{lle} Desnoë se sont également excusées.

Les convives de M. le chevalier Nigra, au nombre de dix-neuf, étaient : M. et M^{me} de Rémusat, lord Lyons, le comte et la comtesse d'Arnim, le prince et la princesse Orlow, le comte et la comtesse Apponyi, Server-Pacha, M. Olozaga, M. et M^{me} Washburne, le comte de Seisal, M. Paul de Rémusat, E. Bessmann, premier secrétaire de la légation d'Italie, le comte de Colobiano, le duc de Guallieri.

(Le Temps.)

ESPAGNE. — L'Agence Havas transmet les dépêches suivantes :

« Barcelone, 13 mars. — Le président du pouvoir exécutif a prononcé un discours très mesuré, dans lequel il a développé la politique du gouvernement. »

« Ce discours a été accueilli avec grand enthousiasme. »

Madrid, 13 mars, matin. — La *Gazette* officielle annonce que les carlistes ont fait défilier hier, près du pont Bastillera, à Villafra, le train express venant de Madrid; ils

ont tué le mécanicien, le chauffeur et deux gendarmes.

Les voyageurs et trente hommes qui servaient d'escorte se sont retranchés dans une maison voisine, ont fait feu et mis en fuite les carlistes, en leur tuant un homme et en blessant plusieurs. Ni les voyageurs ni la troupe n'ont souffert.

Un détachement de soldats, accouru à ce moment, a battu les carlistes dans la direction de Montecosta. Depuis hier, la compagnie a suspendu la circulation des trains entre Beasain et Irún.

L'Imparcial attribue à la bande du curé Santa-Cruz le déraillement de l'express; il ajoute que la même bande a brûlé, lundi dernier, quatre stations. Un autre chef de bande, Bucala, a arrêté hier un train sur la ligne de Castellón; il aurait fusillé le mécanicien et un aiguilleur sans l'intervention d'un carliste influent des environs.

D'après des renseignements particuliers, le rétablissement de la discipline en Catalogne s'effectuerait difficilement; les soldats ne veulent servir que comme volontaires.

Les soldats désarmés par le peuple à Malaga ont été envoyés à Madrid.

Dans les villages d'Estramadura, on signale des troubles occasionnés par les tendances socialistes des habitants.

L'Assemblée a approuvé définitivement le projet de M. Primo de Rivera, suspendant les séances de l'Assemblée et convoquant une Constituante. Lecture est donnée d'un lettre de M. Martos, donnant sa démission pour cause de santé. M. Cayo Lopez, secrétaire, et plusieurs autres députés, donnent aussi leur démission.

L'Assemblée continue dans la discussion du projet d'abolition de l'esclavage à Porto-Rico, et l'amendement de M. Garcia Ruiz.

Marseille, 13 mars, soir. — Les journaux de Barcelone du 12 annoncent que le conseil provincial de Lerida a décrété que l'armée était nécessaire pour combattre les carlistes, et a refusé de s'associer à son licenciement, décrété par le conseil provincial de Barcelone.

On assure que les conseils provinciaux de Gerona et de Tarragone protestent dans le même sens que celui de Lerida.

Les soldats d'artillerie ont renvoyé les sergents qui remplaçaient les officiers démissionnaires.

M. Figueras, souffrant d'un mal de gorge, s'est excusé de ne pas haranguer le peuple. Le préfet a pris la parole et a promis la république fédérale si le peuple jurait d'obéir d'abord au pouvoir exécutif.

La foule a répondu : « Nous le jurons ! » M. Figueras a assisté à la représentation des *Puritans*.

DERNIÈRES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Londres, lundi 17 mars.

Le *Morning-Post* dit que selon toute prévision le cabinet Gladstone restera au pouvoir.

Une grande démonstration a eu lieu à Hyde-Park en faveur de l'autonomie irlandaise et de la mise en liberté des prisonniers féniens. La tranquillité n'a pas été troublée.

BOURSE DE BERLIN DU 17 MARS.

Cours du change.

A 3 semaines sur St-Petersbourg, 50 7/8 th. pour 100 r. A 3 mois sur St-Petersbourg, 49 3/4 th. pour 100 r. Prix des billets de crédit russes 82 1/8 th. pour 100 r.

Prix de la dette impériale 5 th. 16 silb.

Emprunt russe de 1882 92 1/2.

Emprunt russe de 1883 91.

Obligations consolidées de 1870 91

22,
perspective
Nevsky.

LA MAISON BASTIDE

22,
perspective
Nevsky.

LIQUIDE DÉFINITIVEMENT TOUTES LES MARCHANDISES.

Cette liquidation, devant se faire dans un très-court délai, toutes les marchandises seront cédées à des prix extrêmement bas. — Le 5 mars commencera la vente au rabais. — Du 5 au 10 mars il ne sera essentiellement vendu que les articles pour enfants, bébés et nouveaux-nés.

Brassières en toile et en piqué.
Culottes en toile et en flanelle.
Ceintures en flanelle piqué et Anglaises.
Bavettes piquées unies et garnies.
Couches en toile.
Langes et couvre-langes piqué et flanelle.
Porte-bébés piqué garnis broderies.
Chemises et Robes de nuit.
de baptême.

Chemises pour fillettes.
Bonnets de baptême.
Grand assortiment de bonnets linge.
Pelisses piquées unies et garnies.
en Cachemire unies et brodées.
Jupons percale simples et garnis.
de flanelle.
Pantalons simples et garnis.
Tabliers.

Corsets.
Cols marin.
Corsages Nansouk et Mousseline.
Draps simples et garnis.
Taies.
Couvertures laine et soie.
de baptême en batiste garnies valenciennes.
Costume laine et fantaisie.
Grand assortiment de Paletots et Manteaux.

Tous les objets qui composent une layette se vendant séparément, peuvent servir de modèles et rendre ainsi de grands services aux personnes qui désirent s'occuper elles-mêmes de la confection de ces objets. — En même temps seront vendues toutes les fournitures pour layettes :

Flanelles, Basins.
Piqué sec et Piqué moelleux.

Œil anglais.
Toiles Batistes et percales.

Le 12 mars commencera la liquidation des lingerie pour dames, trousseaux complets.

THÉÂTRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe.
CIRQUE HINNÉ. — Représentations tous les jours et début du phénomène surprenant connu sous le nom de « Rossignol à deux têtes » seulement jusqu'au 10 (22) mars.

A LOUER

une ou deux chambres meublées ; si l'on désire, avec le dîner. Canal de la Molka, pont de Police, m. Baschkow, n° 40, log. 42.

J'ai la douleur d'annoncer aux parents et amis la nouvelle du décès de mon époux bien-aimé, M. le conseiller d'Etat actuel.
EDOUARD STRIEDTER
mort le 2 mars, après une courte maladie.
Le service funèbre aura lieu mardi, 6 mars, à 2 heures après-midi, à l'église réformée, Grande rue des Ecuries.
Il n'y aura pas d'invitations spéciales.
Julie Striedter.
née de Kleinberg.

TATTERSALL DE MOSCOU.

A VENDRE

de beaux chevaux de selle, des chevaux d'attelage dressés à l'anglaise, ainsi que des chevaux de course, préparés pour les steeple-chases. Les chevaux proviennent des haras impériaux.

МОЛОДОЙ ЧЕЛОВЕКЪ съ университетскимъ дипломомъ, постоянно занимающийся воспитаниемъ (авторъ несколькихъ статей о воспитании), желаетъ быть воспитателемъ въ семействѣ. Можете представить и рекомендаціи отъ высокопоставленныхъ лицъ. Адресоваться можно: Набере. Екатерининскаго канала, домъ № 69, кв. № 24, Г-у В-у II-у.

Du 15 (27) février.

Nertchinsk 716 + 8 - 18 + 5 0 0

Du 5 (17) mars.

Arkhangel 750 + 3 - 9 + 0 94 8 SO 4

Uleahorg 745 + 9 - 4 + 0 6 6 SO 1

Nicolet 785 + 13 - 19 - 1 100 9 SO 1

Kuopio 781 + 13 - 19 - 1 100 9 SO 1

Tampere 771 + 13 - 19 - 1 100 9 SO 1

Helsing 771 + 13 - 19 - 1 100 9 SO 1

Petersb. 773 + 14 - 7 - 1 89 10 SE 1

Réval 769 + 15 - 1 - 4 90 10 SE 2

Worpat 765 + 11 - 0 - 4 90 10 SE 2

Windau 765 + 11 - 0 - 4 90 10 SE 2

Vilna 768 + 9 - 2 + 3 91 10 E 3

Varsovie 755 + 6 - 1 - 0 98 2 O 1

Odessa 765 + 9 - 1 + 1 87 0 NE 1

Nicolaiev 769 + 9 - 1 + 1 87 0 NE 1

Sevastopol 763 + 7 - 4 + 1 79 10 NE 3

Kharlkow 763 + 7 - 4 + 1 79 10 NE 3

Moscou 781 + 15 - 6 - 0 93 8 S 2

Kazan 770 + 13 - 21 - 14 93 10 O 0

Catherinb. 746 + 8 - 15 - 6 92 10 O 7

Orenbourg 750 + 8 - 15 - 6 92 10 O 7

Riga 715 + 4 - 1 - 1 98 10 E 2

Stavropol 706 + 6 - 7 - 7 82 10 N 2

Novoross 765 + 6 - 7 - 7 82 10 N 2

Soukhoum 765 + 6 - 7 - 7 82 10 N 2

Tiflis 728 + 0 - 3 + 5 8 8 N 5

Bakou 763 + 0 - 3 + 5 8 8 N 5

Goudaour 583 + 2 - 2 - 2 2 NO 2

Voladikav 705 + 4 - 2 - 3 98 10 SO 2

Barnaoul 763 + 0 - 3 + 5 8 8 N 5

Nicolaiev 763 + 0 - 3 + 5 8 8 N 5

Irbt. 765 + 0 - 3 + 5 8 8 N 5

Kertch 747 + 0 - 3 + 5 8 8 N 5

1° Brouillard. 2° Idem. 3° Neige, pluie. 4° Hier neige.

5° Rosée. 6° Brouillard, gelée blanche. 7° Brouillard.

8° Idem. 9° Hier neige. 10° Brouillard. 11° Neige.

12° Pluie.

ÉTAT GÉNÉRAL DE L'ATMOSPHÈRE.

La haute pression s'est propagée depuis hier sur la Russie méridionale; son minimum se trouve près de Moscou. Au Nord de l'Empire le baromètre commence à baisser; au Sud, les vents tournent vers le Sud et le Sud-Ouest; le temps devient brumeux et doux. Sur les côtes de la mer Noire le courant de Nord-Est est devenu plus fort.

A LOUER pour cause de départ, un logement élégamment meublé, à la parisiennaise, avec vaisselle et batterie de cuisine, trois chambres, antichambre et cuisine. Voznessenskaya, au coin du Gloukhof péroulof, maison Durat, logement n° 10. Visible de 1 à 3 heures.

CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.

Aujourd'hui, mardi 6 mars.

GRANDE REPRÉSENTATION

et 9^h début du « Rossignol à deux têtes », qui sera ici encore 4 jours.

On commencera à 7 heures 1/2.

Demain mercredi 7 mars, grande représentation et 9^h début du « Rossignol à deux têtes ».

Le directeur Ch. Hinné.

MAISON

BOTOT

(SES CINQ PRODUITS)

VÉRITABLE

EAU DE BOTOT

Seul et unique dentifrice

APPROUVÉ PAR L'ACADÉMIE DE MÉDECINE DE PARIS

L'EAU DE BOTOT est le plus efficace des dentifrices. En gargarisme elle est un préservatif puissant contre les angines et les maux de gorge; elle facilite la dentition chez les enfants.

POUDRE DENTIFRICE

AU QUINQUINA

Ce précieux dentifrice, employé avec l'Eau de Botot, constitue pour le raffermissement des gencives et la blancheur des dents la préparation la plus saine.

EAU DE TOILETTE

EXTRAIT DOUBLE SANS AUCUN ACIDE

Quelques gouttes versées dans l'eau vivifient le teint et exhalent le plus délicieux parfum.

LE SUBLIME

Arrêt immédiat de la chute des cheveux, disparition des pellicules, apaisement des douleurs névralgiques, telles sont les principales qualités de ce merveilleux produit.

VINAIGRE DE TOILETTE

SUPÉRIEUR

Composé de sucs purs de plantes toniques, ce vinaigre jouit de propriétés inappréciables pour les soins de la toilette.

ENTREPOT : 229, rue Saint-Honoré,

PRÈS LA RUE CAUTIONS

Depot : 18, boulevard des Italiens (PARIS)

A SAINT-PETERSBOURG : Aux dépôts du

LABORATOIRE CHIMIQUE DE ST-PETERSBOURG.

A MOSCOU : Au dépôt du LABORATOIRE

CHIMIQUE DE ST-PETERSBOURG chez MM. KAUER et

KATCHEV, au Pont-des-Marchands, maison Dabo.

Et chez les principaux Commerçants.

60

DÉPÔTS DU LABORATOIRE CHIMIQUE DE SAINT-PETERSBOURG.

- 1° Perspective Nevsky, maison de l'Eglise catholique, mag. n° 3.
- 2° Perspective Nevsky, au pont d'Anitchkow, maison Mednikov.
- 3° Grande Mestchanskaïa, près de la rue aux Pois, maison Brunst.
- 4° Grande Morskaïa, maison Jacquot.
- 5° Perspective Voznessenskaya, au pont de Voznessenskaya.
- 6° A Vassili-Ostrov, au magasin de Riga, 1^{re} ligne.

SPECIALITÉS :

Savons à la Glycérine. Lait de Glycérine pour le teint.
Pommade tonique et pommade au quinquina. Eau dentifrice.
Eau tonique et philodre pour les cheveux. Poudre dentifrice du docteur Mialhé.
Poudre Dongola. Eaux de Cologne.
Cold cream et crème Glycérine. Extraits pour le mouchoir.
Rouges et blancs pour le visage. Eau de toilette à l'Ylang-Ylang.

AU THÉÂTRE MICHEL

Mardi 6 mars

GRANDE ET BRILLANTE REPRÉSENTATION

du célèbre magicien

professeur BECKER

avec le concours d'artistes nouvellement engagés à Paris.

TROUPE DE GYMNASTES

composée de 15 demoiselles :

Miss Azella et Rosita, (surnommées les « phénomènes volants »),

Miss Françoise, première velocipédiste, Miss Léopoldine Ad-

dacker, Heine, Jackson, Jessy, Coraly, Angely, Miranda,

Berthe, Maxine, Calery, Ambroise et Leluzi.

La représentation se compose de quatre parties : Nouvelles ex-

périences physiques, Haute magie, Gymnastique extraordinaire

encore jamais vue, et de

Tableaux vivants mythologiques

mis en scène d'après des tableaux originaux

par l'académicien PAOLO BACCHERA de Turin.

On commencera à 7 h. et demie.

On peut se procurer des billets à la caisse du théâtre Michel

tous les jours des 10 heures du matin.

Chaque représentation est composée d'un nouveau programme.



GRANDE SOCIÉTÉ
DES
CHEMINS DE FER Russes.

A partir du 10 mars courant le transport de bouteilles vides dans des pa-niers, sur la ligne de Varsovie, sera effectué d'après le tarif qui existe actuellement pour les caisses vides, c'est-à-dire les frais de transport de 1^{re} classe (1/18 c. par poud et par verste) sans que la Société se rende responsable pour les bouteilles brisées.
Pour le transport du chanvre pressé et non pressé sur le chemin Nicolas, le prix à partir du 15 mars sera de 11 c. par wagon et par verste.
Pour le transport du foin pressé et non pressé sur ladite ligne, le prix, à partir du 15 mars courant, sera fixé à 12 c. par wagon et par verste.

BILAN DE LA BANQUE COMMERCIALE DE MOSCOU
(TORGOWOY BANK)
AU 1^{er} MARS 1873

ACTIF.		PASSIF.	
	r. c.		r. c.
I. Caisse.	—	I. Capital de fondation.	3,000,000 —
En billets de crédit.	332,757 38	Versements à compte des actions de la seconde émission seconde série	—
II. Comptes courants.	—	1 ^{er} versement.	1,000,000 —
1 ^{er} avec le comptoir de la Banque de l'Etat à Moscou.	87,000 —	2 ^o " "	3,700 —
2 ^o avec les autres Banques de Moscou.	251,400 —		4,003,700 —
III. Comptoir de la Banque commerciale de Moscou à Orenbourg.	—	II. Capital de réserve.	—
IV. Effets escomptés :	143,619 06		3,520 —
a. munis de deux signatures.	6,766,184 02	III. Dépôts :	—
b. titres de Banque à terme.	250,000 —	a. A échéances indéterminées.	177,136 78
c. contre garantie de fonds publics, actions, etc.	231,278 17	b. A échéances déterminées.	3,717,972 12
V. Avances :	7,247,462 19	c. Comptes courants.	1,585,812 —
a. sur fonds publics, actions, obligations, etc.	3,192,980 —		5,480,920 90
b. Comptes courants spéciaux contre garantie de fonds publics, actions, etc.	361,360 89	IV. Réescompte :	—
c. sur marchandises.	87,041 74	Effets réescomptés.	417,827 48
VI. Papiers à intérêts appartenant à la Banque.	—	V. Traités acceptés.	200,482 30
VII. Frais de la Banque :	4,554 90	VI. Compte de correspondants de la Banque.	411,872 53
a. Pour construction et loyer.	53,115 35	VII. Compte de divers.	2,151,871 02
b. Frais de bureau et d'administration.	95,377 34	VIII. Intérêts et bénéfices sur opérations diverses pour 1872.	—
VIII. Mobilier et frais d'établissement.	148,492 69	1873.	212,969 03
IX. Compte de divers.	12,510 82	Sous déduction des intérêts payés.	91,370 62
X. Traités sur l'étranger.	1,379,787 17		121,598 41
XI. Intérêts payés sur versements des actions de la seconde émission seconde série.	66,257 56		13,355,785 48
	40,561 08		
	13,355,785 48		